
Mémoire en science politique[BR]- "Le "printemps sanglant" de 1886, ou l'irruption des ouvriers sur la scène politique belge"[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture

Auteur : Jeanfils, Martin

Promoteur(s) : Grandjean, Geoffrey

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en administration publique

Année académique : 2024-2025

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/24962>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



LIÈGE université

**Droit, Science Politique
& Criminologie**

Le « printemps sanglant » de 1886, ou l'irruption des
ouvriers sur la scène politique belge

Travail de fin d'études

Année académique : 2024-2025

Promoteur : Pr Geoffrey Grandjean

Lecteurs : Pr Catherine Lanneau, Pr Pierre Verjans



Martin Jeanfils

Master en science politique, à finalité
administration publique

« Ces hommes, qui se groupaient sous des appellations différentes, mais qu'on peut désigner tous par le titre générique de socialistes, tâchaient de percer cette roche et d'en faire jaillir les eaux vives de la félicité humaine. »

Victor Hugo, *Les Misérables*

Table des matières

Introduction	4
Méthodologie	5
Revue de littérature	12
Les évènements de 1886	13
Causes.....	17
Influence sur la doctrine du Parti Ouvrier Belge	21
La presse et les évènements de 1886.....	25
<i>Le Bien Public</i>	25
<i>Journal de Bruxelles</i>	28
<i>L'Indépendance Belge</i>	31
<i>La Réforme</i>	33
<i>Le Peuple</i>	36
Conclusions.....	39
Bibliographie.....	42

L'expression de « printemps sanglant » contenue dans le titre est empruntée à Marcel Liebman.

Remarque éthique : l'auteur garantit qu'aucun logiciel d'intelligence artificielle n'a été utilisé lors de la réalisation de ce travail.

Introduction

1886 est une année noire pour les ouvriers wallons : alors qu'une crise économique particulièrement sévère touche le pays, les grands bassins industriels wallons s'enflamment. C'est de Liège que, le 18 mars 1886, démarrent ce que nous appellerons « les événements de 1886 » : se propageant ensuite au Hainaut – principalement autour de Charleroi –, cet ensemble de grèves et d'émeutes des classes populaires liégeoises et hennuyères va se terminer dans le sang à la suite d'une répression militaire expéditive. Représentant un épisode important de l'histoire sociale belge, ces événements ont été amplement commentés¹ : d'une part, ils ont été décrits avec plus ou moins de précision et, d'autre part, les auteurs qui se sont penchés sur le sujet ont esquissé les leçons que les acteurs politiques en ont retirées. Concernant ce second point, on observe une certaine prise de conscience de la misère des ouvriers wallons du côté des franges catholiques et libérales doctrinaires ; tandis que du côté du Parti Ouvrier Belge (POB) et des libéraux radicaux, on remarque un repositionnement exclusif – tant du point de vue de la doctrine que des modes d'action – sur le versant réformiste et social-démocrate du clivage qui traverse le monde socialiste.

De nombreux historiens de mouvement ouvrier observent que les violences commises par les classes populaires et la répression consécutive de l'armée ont conduit les cadres du POB naissant à solidifier le point central de leur doctrine : l'amélioration du sort des ouvriers ne peut se faire que, graduellement, au travers de la conquête légale de l'appareil d'État par le suffrage universel. Par ailleurs, ces événements ont également créé un électrochoc au sein du POB autour du manque d'encadrement, de discipline de la classe ouvrière : les événements de 1886 marquent ainsi le point de départ – ou à tout le moins une accélération brutale – d'une entreprise de « domestication » de la classe ouvrière au travers de l'extension de l'emprise des structures affiliées au POB. Selon nous, ces deux éléments centraux de l'histoire du POB naissant pourraient être liés à une certaine vision des franges les plus « turbulentes » du peuple, voire des classes populaires dans leur ensemble² : c'est en tout cas ce que, plusieurs années après les événements de 1886, laisseront transparaître les écrits de deux personnalités éminentes du POB, Jules Destrée et Émile Vandervelde :

« Les pillards s'étaient transformés en mendiants qui rançonnaient le pays sans pitié. Et, à la suite des ouvriers sans travail, surgirent de leurs trous obscurs toutes les bêtes immondes, vagabonds, malfaiteurs, repris de justice qu'on retrouve en toute perturbation sociale. La population entière fut mise à contribution avec une âpreté insatiable ; d'abord terrifiée, elle obéit ; puis, secouée presque en même temps d'un sentiment d'indignation et de révolte, elle s'insurgea ; chacun fermement décidé à se défendre

¹ Cf. « Revue de littérature ».

² Cette hypothèse s'inscrit, entre autres, dans la lignée des travaux de Marcel Liebman. Questionnant l'évolution de la doctrine du POB quant à la grève générale, l'historien émet l'hypothèse selon laquelle la réticence du parti à déclencher une grève générale ne serait pas sans lien avec une certaine « vision des révoltés » du printemps 1886. LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, Bruxelles, Éditions Vie Ouvrière, 1979, p. 65.

et à se protéger soi-même, revenant à l'état de nature, en quelque sorte, toutes les garanties sociales étant abolies, tous les liens sociaux dissous. »³

Mais quelle était la vision du POB en 1886 ? Divergeait-elle de celle exprimée dix-sept ans plus tard par ces deux augustes représentants du socialisme belge ? C'est ce qui va nous intéresser dans ce travail : quelle est la vision du peuple des membres du POB lors des émeutes de 1886 ? S'éloigne-t-elle des autres grands courants qui forment l'opinion publique belge de l'époque ? Et surtout, quel rôle joue la vision du peuple du POB dans la structuration de ses choix doctrinaux et stratégiques réformistes et strictement opposés à la violence ? Autrement dit, il s'agit de se demander si les orientations stratégiques du POB adoptées à sa création en 1885 et renforcées à l'issue des événements de 1886 sont sous-tendues par sa vision des classes populaires, et en particulier par la peur du peuple que les émeutes ont pu susciter au sein du monde socialiste.

Méthodologie

Afin d'explorer notre problématique et de répondre à nos questions de recherche, nous mettons en place la méthodologie suivante. Tout d'abord, nous explorons la littérature relative au socialisme en Belgique, et plus spécifiquement aux événements wallons du printemps 1886. Bien que notre revue de littérature soit l'objet principal de la troisième partie de ce travail, nous allons dès à présent esquisser quelques remarques sur les documents parcourus. Nous utilisons la littérature historique et politologique récoltée à deux fins principales. D'une part, nous nous appuyons sur elle afin de résumer les événements de 1886. Ainsi, nous posons le choix méthodologique de repartir du travail des historiens et des politologues qui ont eu à approfondir ce sujet. Ce choix nous permet de limiter les risques de tomber dans des écueils partisans qui pourraient être dommageables à la qualité de notre analyse. En effet, comme nous le montrons exemples à l'appui dans la suite de ce mémoire, les journaux que nous analysons apparaissent d'abord comme des armes au service de partis et/ou d'idéologies politiques : ce faisant, les faits rapportés au cœur d'une crise sociale comme celle que nous analysons sont trop susceptibles d'être utilisés comme autant de munitions partisans pour nous appuyer dessus aveuglément. Couvrant une vaste période temporelle et une variété d'auteurs, notre revue de littérature permet, selon nous, de circonvenir en grande partie au problème de politisation susmentionné. D'autre part, la plupart des auteurs que nous mobilisons développent une analyse particulière des causes et des conséquences politiques des événements de 1886. En présentant brièvement ces différentes thèses, notre revue de littérature nous permet d'ancrer notre analyse dans la littérature existante et de souligner la singularité des arguments que nous proposons. Comme nous l'expliquons plus amplement dans

³ Commentaires à propos des pillages des 26 et 27 mars 1886 dans la région carolorégienne. DESTRÉE, Jules et VANDERVELDE, Émile, *Le socialisme en Belgique* (2^e éd.), Paris, V. Giard & E. Brière, 1903, pp. 85-86.

la revue de littérature, une particularité importante des sources mobilisées réside dans leur diversité : diversité temporelle d'abord puisqu'entre le tandem Jules Destrée-Émile Vandervelde et Pascal Delwit, il ne s'écoule pas moins de cent vingt-et-un ans ; diversité de point de vue ensuite étant donné le fait qu'une partie des historiens du mouvement ouvrier sont également des militants ou des cadres du POB (ou de son successeur le Parti socialiste). Cette particularité nous a conduits à être particulièrement précautionneux dans notre analyse des écrits composant notre revue de littérature.

Ensuite, à côté de cette littérature, notre matériau empirique de base consiste en des extraits de journaux. Nous avons opté pour les articles de presse car ils ont deux grands avantages : d'abord, grâce à des bases de données comme *BelgicaPress*, il s'agit d'un matériau particulièrement abondant ; puis, les journaux – comme d'autres catégories de littérature grise d'ailleurs – représentent, pour emprunter les mots d'Annie Niessen, un « réservoir irremplaçable de connaissances » qui permet de mieux saisir la position d'un groupe « sur un sujet donné et à un moment précis »⁴. Pour sélectionner un échantillon suffisamment large et pertinent, nous avons défini un double périmètre. D'une part, nous avons choisi cinq journaux à étudier : *Le Bien Public*, le *Journal de Bruxelles*, *L'Indépendance Belge*, *La Réforme* et *Le Peuple*. Pour retenir cette sélection, nous avons utilisé trois critères. *Primo*, ces cinq titres de la presse sont à diffusion nationale et publiés en langue française : ainsi, ont été laissés de côté les journaux locaux liégeois et carolorégiens qui, quoiqu'évidemment pertinents pour décrire les événements de l'époque, ne sont pas les titres les plus adéquats pour décrire les tendances profondes des différentes fractions de l'opinion belge⁵. *Secundo*, les titres sélectionnés sont le titre majeur de leur famille idéologique ou, à tout le moins, des journaux reconnus comme des représentants importants desdites familles. *Tertio*, ces cinq journaux se rattachent tous explicitement à une des fractions politiques belges actives dans la vie politique à la fin du XIX^e siècle : ainsi, *Le Bien Public* est le porte-parole des catholiques ultramontains⁶, tandis que le *Journal de Bruxelles* est celui des catholiques conservateurs⁷ ; du côté des libéraux, *L'Indépendance Belge* porte la voix des doctrinaires⁸ alors que *Le Progrès* défend les idées des

⁴ NIESSEN, Annie, « Analyser la littérature grise : Une méthodologie pour la recherche archivistique des discours institutionnels », in GRANDJEAN, Geoffrey et VLASSIS, Antonios (dir.), *Réaliser un travail scientifique. Instruments et processus en sciences politiques et sociales*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2023, p. 43.

⁵ Notons tout de même que, en pratique, la dichotomie entre journaux nationaux et régionaux est fortement amoindrie par le fait que les journaux qui ne sont pas liégeois ou hennuyers citent beaucoup ces derniers afin de relater les événements de 1886.

⁶ « Les ultramontains, souvent riches, soutenaient de leurs deniers toute une presse dont le joyau était assurément une feuille gantoise, fort bien faite et intitulée *Le Bien Public* ». BARTIER, John, *Libéralisme et socialisme au XIX^e siècle*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1981, p. 368.

⁷ « Le *Journal de Bruxelles*, principal organe du parti conservateur » : derrière cette dénomination de « parti conservateur », on retrouve, d'après John Bartier, « les catholiques [...] qu'on pourrait nommer parlementaires ». BARTIER, John, *Libéralisme et socialisme au XIX^e siècle*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1981, p. 369.

⁸ DE PAEPE, Jean-Luc, « *La Réforme* », *organe de la démocratie libérale (1884-1907)*, Louvain, Éditions Nauwelaerts, 1972, p. 125.

radicaux⁹ ; enfin, *Le Peuple*, en tant qu'organe officiel du Parti Ouvrier Belge¹⁰, représente l'opinion socialiste. Avec cette sélection, nous entendons donc recouper : 1° le clivage philosophique – ou clivage Église/État – qui oppose les catholiques et les libéraux en sa qualité de clivage « le plus opérant » au XIX^e siècle¹¹ ; 2° le clivage socio-économique – ou clivage possédants/travailleurs¹² – qui prend beaucoup d'importance à la fin du XIX^e siècle¹³ ; 3° les divisions internes aux catholiques et aux libéraux¹⁴. La sélection que nous opérons nous permet de saisir la vision du peuple en général, mais aussi du peuple « turbulent », qu'ont les différents groupes idéologiques qui composent la Belgique de 1886. En comparant la vision des socialistes avec celles des catholiques ultramontains et conservateurs mais aussi des libéraux doctrinaires et radicaux, nous pouvons éclairer une double interrogation au cœur de ce travail : la vision du peuple, des classes populaires du POB diffère-t-elle des autres partis belges en 1886 ? Quel rôle peut-on imputer à la vision qu'a le POB du peuple dans sa structuration idéologique strictement social-démocrate ? D'autre part, nous avons défini un périmètre temporel : ainsi, nous analysons les éditions des cinq journaux présentés ci-dessus publiées entre le 18 mars 1886 et le 7 avril 1886¹⁵. Concernant la date ouvrant notre champ de recherche, il s'agit de la date de départ des événements de 1886 : comme l'attestent l'ensemble de la littérature consultée ainsi que la presse de l'époque, c'est effectivement le 18 mars 1886 – dans un contexte social particulièrement tendu – qu'ont lieu de premières échauffourées à Liège en marge d'une manifestation anarchiste commémorant le quinzième anniversaire de la Commune de Paris¹⁶. Puis, nous posons le choix de clôturer notre périmètre le 7 avril pour deux raisons : d'un côté, les événements de 1886 perdent énormément de leur intensité à partir du mois d'avril. Ainsi, comme nous l'avons constaté lors notre analyse de la presse, une fois passés les derniers jours

⁹ Pour emprunter les mots de l'historien Jean-Luc De Paepe, « la vie du parti radical (ou progressiste) est en grande partie celle de *La Réforme* ». DE PAEPE, Jean-Luc, « *La Réforme* », *organe de la démocratie libérale (1884-1907)*, *op. cit.*, p. IV.

¹⁰ DELSINNE, Léon, *Le Parti ouvrier belge des origines à 1894*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1955, p. 71.

¹¹ BRUYERE, Lynn, CROSETTI, Anne-Sophie, FANIEL, Jean et SAGESSER, Caroline (dir.), *Piliers, dépolitisation et clivage philosophique en Belgique*, Bruxelles, CRISP, 2019, pp. 6-7.

¹² Selon la typologie de Lipset et Rokkan. LIPSET, Seymour Martin and ROKKAN, Stein, "Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction", in LIPSET, Seymour Martin and ROKKAN, Stein (eds.), *Party Systems and Voter Alignments. Cross-National Perspectives*, New York, Free Press, 1967.

¹³ DELWIT, Pascal, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours* (4^e éd.), Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2022, p. 89.

¹⁴ Comme nous le montrons dans la suite de ce travail, sur le traitement des événements de 1886, les différences entre *Le Bien Public* et le *Journal de Bruxelles* sont ténues. Cependant, nous ne pouvons pas en dire de même entre les doctrinaires et les radicaux, tant les vues de *L'Indépendance Belge* et de *La Réforme* sont opposées.

¹⁵ Remarquons, qu'en raison de leur indisponibilité, nous n'avons pas pu analyser les numéros du journal *Le Peuple* des 30 et 31 mars ainsi que du 1^{er} avril 1886.

¹⁶ « Cependant, à Liège, le quinzième anniversaire du 18 mars revêt une importance particulière : la manifestation organisée à cette occasion par les anarchistes, au moment même où l'industrie traverse une crise, marque le début des terribles grèves et émeutes qui ont secoué le pays en 1886. Sans doute, cette commémoration a-t-elle seulement été l'étincelle qui a mis le feu à une situation explosive [...] ». ZANATTA, Micheline, « La Commune. Réalités et mythes dans le milieu liégeois. 1871-1886 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 19, n° 2, 1972, p. 173.

du mois de mars, on observe que les événements ont nettement perdu en intensité¹⁷ : il s'agit alors de grèves « résiduelles » mais sans accents insurrectionnels comme dans les premiers jours du mouvement¹⁸. D'un autre côté, durant notre exploration des journaux de l'époque, nous avons constaté un décalage maximum de cinq jours entre la survenue d'un fait et son rapportage : ainsi, nous avons opté pour la date du 7 avril 1886 par mesure de prudence afin qu'aucun élément pertinent n'échappe à notre analyse.

Une fois notre périmètre strictement défini, nous avons procédé de la manière suivante. *Primo*, nous parcourons les titres de la presse sélectionnés grâce au portail *BelgicaPress* de la Bibliothèque Royale de Belgique. *Secundo*, pour chacun des cinq journaux, nous rassemblons l'ensemble des articles et des correspondances liés aux événements de Liège et du Hainaut : entre les éditoriaux, les articles de fond et les transcriptions de dépêches télégraphiques, cela recouvre une grande variété d'écrits. *Tertio*, nous effectuons une analyse thématique de notre sélection afin de saisir la manière dont chaque journal perçoit le peuple en général ainsi que ses fractions grévistes et/ou émeutières mais aussi la manière dont sont traités les faits. Le choix d'une méthode qualitative comme celle de l'analyse thématique¹⁹ se justifie par ce que nous souhaitons extraire de notre matériau empirique : la perception qu'ont différents groupes idéologiques (représentés par les journaux) du peuple et des événements de 1886. Ainsi, nous nous inscrivons méthodologiquement dans la suite de Luc Van Campenhoudt, Jacques Marquet et Raymond Quivy lorsqu'ils présentent l'analyse thématique comme une méthode permettant de « mettre en évidence les représentations sociales ou les jugements des locuteurs à partir d'un examen de certains éléments constitutifs du discours »²⁰.

D'emblée, précisons que les éléments théoriques que nous allons présenter ici n'ont pas vocation à constituer un cadre théorique « totalisant » et rigide : ces concepts et réflexions empruntés aux auteurs nous permettent plutôt de nous orienter avec plus de précision dans notre matériau empirique. Cela s'inscrit également dans une démarche itérative qui induit un aller-retour permanent entre éléments théoriques et empiriques. Les catégories d'analyse que nous utilisons afin d'étudier la vision du peuple des différents journaux proviennent principalement de deux sources : la thèse de Francis Dupuis-Déri sur la peur du peuple²¹ et celle

¹⁷ Concrètement, outre la nature moins grave des faits qui se produisent – destructions d'usines fin mars, grèves « classiques » début avril –, cette diminution d'intensité s'observe aussi dans l'espace qui est consacré aux traitements des événements wallons : par exemple, alors que les éditions de *La Réforme* des 28 et 29 mars 1886 y consacrent presque entièrement les deux premières pages (soit dix colonnes), dès l'édition du 1^{er} avril 1886, ces informations sont reléguées à la deuxième page et continuent à perdre en volume, jusqu'à ne plus représenter qu'une colonne et demie de l'édition du 3 avril 1886. Notons que cette dynamique décroissante s'observe de manière analogue dans les autres journaux étudiés.

¹⁸ BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II*, Bruxelles, Dechenne, 1907, pp. 416-417.

¹⁹ NIESSEN, Annie, « Analyser la littérature grise : Une méthodologie pour la recherche archivistique des discours institutionnels », *op. cit.*, pp. 51-55.

²⁰ VAN CAMPENHOUDT, Luc, MARQUET, Jacques et QUIVY, Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales* (5^e éd.), Malakoff, Dunod, 2017, p. 301.

²¹ DUPUIS-DÉRI, Francis, *La peur du peuple* (2^e éd.), Montréal, Lux Éditeur, 2021, 384 pages.

de Jean Neuville sur les stigmates symboliques qui pèsent sur les classes populaires au XIX^e siècle²². Dans *La peur du peuple*, le politologue québécois Francis Dupuis-Déri développe les concepts d'« agoraphobie » et d'« agoraphilie politique » : selon les mots de l'auteur, « le premier désigne la peur, la haine ou le mépris du peuple assemblé à l'agora pour délibérer et se gouverner ; le second l'amour, l'empathie et la solidarité à l'égard du peuple assemblé »²³. Cependant, ces deux concepts ne seront pas au centre de notre analyse étant donné que Francis Dupuis-Déri a développé ces notions, principalement²⁴, afin de réfléchir aux expériences dites de démocratie directe et à la manière dont elles étaient perçues par les dominants. Mais, dans son ouvrage, le politologue développe de nombreuses autres réflexions stimulantes sur la manière dont la peur du peuple peut influencer un système politique. *Primo*, Francis Dupuis-Déri nous aide à cadrer la notion de « peuple ». Bien que, dans le cadre du présent mémoire, nous ne nous inscrivions pas dans la littérature sur le populisme, il nous semble intéressant de relever une remarque du politologue Thomas Zicman de Barros à propos de la définition du peuple : il relève que la notion de peuple peut être vue comme un « signifiant vide », en l'occurrence comme un « terme capable d'unifier plusieurs secteurs de la société contre un adversaire commun »²⁵. Armé de cet avertissement, il nous apparaît essentiel de circonscrire la notion de « peuple », Francis Dupuis-Déri nous y aide. Tout en précisant qu'elles « ne sont pas mutuellement exclusives », ce dernier distingue « cinq significations particulières attribuées au terme « peuple » »²⁶ : 1° le « peuple mythique » ; 2° le « peuple juridique » ; 3° le « peuple identité » ; 4° le « peuple social » ; 5° le « peuple politique »²⁷. De toutes ces conceptions, celle que nous retiendrons à titre principal est le « peuple social » que l'auteur définit comme suit :

« Le « peuple social » ou « petit peuple » (ou « couches populaires » ou « classes dangereuses ») désigne ces catégories ou classes sociales subalternes, dominées, appropriées et exclues. Ce peuple est la masse d'individus privée « des richesses et du pouvoir, qui s'oppose à la fraction dominante de la société ». De manière péjorative, ce peuple social renvoie à ce qui est « populaire », c'est-à-dire « ce qui est exclu » des institutions officielles, ce qui est bas et vil. Du point de vue du socialisme, il s'agit du prolétariat ou des personnes salariées. »²⁸

Par ailleurs, le politologue ajoute une précision importante en rappelant que, d'une part, le peuple se construit – comme tout groupe social – par rapport à un extérieur et que, d'autre

²² NEUVILLE, Jean, *La condition ouvrière au XIX^e siècle. Tome 1* (2^e éd.), Bruxelles, Éditions Vie Ouvrière, 1976, 246 pages ; NEUVILLE, Jean, *La condition ouvrière au XIX^e siècle. Tome 2*, Bruxelles, Éditions Vie Ouvrière, 1977, 274 pages.

²³ DUPUIS-DÉRI, Francis, *La peur du peuple* (2^e éd.), *op. cit.*, p. 16.

²⁴ Ici la nuance est importante car l'auteur applique parfois ces concepts en dehors d'un peuple assemblé à l'agora et délibérant. Ainsi, comme nous le verrons, il peut parler d'« agoraphobie politique » à propos du peuple qui se soulève lors d'émeutes.

²⁵ ZICMAN DE BARROS, Thomas, « Identité, jouissance et les potentialités démocratiques du populisme », in HOFFMANN, Christian et BIRMAN, Joël (dir.), *Une nouvelle lecture du populisme – Psychanalyse et politique*, Paris, Langage, 2019, p. 85.

²⁶ DUPUIS-DÉRI, Francis, *La peur du peuple* (2^e éd.), *op. cit.*, p. 27.

²⁷ *Ibid.*, pp. 27-35.

²⁸ *Ibid.*, p. 28.

part, « le peuple est défini par le contexte, toujours dans un rapport social [spécifique] »²⁹. À côté du peuple, Francis Dupuis-Déri se concentre sur une autre catégorie d'analyse fort pertinente pour notre travail : la plèbe. Dès le départ, l'auteur met en garde contre la naturalisation de ce concept : « Il s'agit de sujets politiques [peuple, *dêmos* et plèbe] aux contours nécessairement flous et à l'existence incertaine, qui affirment leur réalité dans l'action et le conflit et dont l'existence même est contestée par d'autres forces »³⁰. La plèbe, c'est le peuple turbulent, les masses qui s'assemblent non pour discuter et délibérer – là il s'agirait du *dêmos* –, mais « pour passer à l'action » : la plèbe peut donc « perturber, et même chercher à révolutionner l'ordre des choses, par exemple lors d'une émeute ou d'une insurrection »³¹. Réfléchissant au cas de l'émeute, il pose que dans cette situation la plèbe a, compte tenu des conceptions du peuple précitées, une double nature : elle est alors à la fois le « peuple politique » et le « peuple social »³². Francis Dupuis-Déri définit le « peuple politique » ainsi :

« Le « peuple politique » est un sujet collectif qui cherche l'autonomie en soi et pour soi, et qui entretient par conséquent un rapport conflictuel et d'opposition envers les élites qui cherchent à le gouverner, c'est-à-dire à le dominer, l'opprimer, se l'approprier et l'exclure. »³³

La réflexion précitée sur la double nature de la plèbe nous permet d'émettre une hypothèse subsidiaire sur la manière dont les événements de 1886 ont pu contribuer à élever le « peuple social » au rang d'acteur politique à part entière. Autrement dit, il s'agit de se poser la question suivante : alors invisibilisées politiquement (suffrage censitaire), certaines franges des ouvriers wallons, en agissant comme une plèbe émeutière, ont-elles permis au peuple social de se constituer comme peuple politique ? *Secundo*, il affirme que la peur du peuple est double : d'un côté, les élites ont peur du peuple mais, de l'autre, le peuple peut avoir peur de lui-même (dans sa capacité à se gouverner) ou de certaines de ses fractions (dans leurs volontés de prendre un ascendant sur le reste du peuple)³⁴. *Tertio*, Francis Dupuis-Déri pose que la peur du peuple est un élément central dans la construction des sociétés à la fois au point de vue symbolique et au niveau matériel en influençant la « production et la reproduction institutionnelles [...] matérielles »³⁵. Il émet également l'hypothèse d'une certaine constance spatio-temporelle des expressions de la peur du peuple au fil de l'histoire : « [...] cette peur, qui semble s'exprimer en des termes étrangement similaires, quels que soient l'époque ou le lieu »³⁶. Cette constance se manifeste également, au sein d'une époque donnée, par la diffusion de la peur du peuple au-delà des frontières idéologiques : « L'opposition entre la peur et l'amour du peuple transcende les clivages politiques traditionnels, dans la mesure où la peur est aussi bien ancrée du côté

²⁹ *Ibid.*, p. 34.

³⁰ *Ibid.*, p. 36.

³¹ *Ibid.*, p. 41.

³² *Ibid.*, p. 42.

³³ *Ibid.*, p. 31.

³⁴ *Ibid.*, p. 9.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*, p. 10.

progressiste réformiste ou révolutionnaire »³⁷. La citation qui précède est d'une importance capitale pour nous en ce qu'elle recoupe une des interrogations fondamentales de ce travail : dans quelle mesure la vision du peuple que développe le POB durant les événements de 1886 influence-t-elle sa doctrine et ses actions politiques ? *Quarto*, Francis Dupuis-Déri interroge les stratégies d'instrumentalisation de cette peur : en repartant de Machiavel, l'auteur pose qu'il est possible à des stratèges habiles d'insuffler au peuple la peur de son propre potentiel politique afin de le diriger³⁸. *Quinto*, le politologue accorde une certaine place dans sa réflexion à l'émeute. D'abord, il distingue les deux grands points de vue au travers desquels on peut la percevoir. D'un côté, pour l'État, l'émeute est perçue comme un déchainement de violence portant une atteinte illégitime à l'ordre public : « l'émeute est définie comme un phénomène qui devrait entraîner logiquement une juste répression policière »³⁹. D'un autre côté, les émeutiers perçoivent plutôt l'émeute comme un acte de résistance collective face à une situation injuste ou à des provocations des autorités⁴⁰. Ensuite, il interroge l'efficacité de la violence des mouvements populaires dans l'avancement de leurs revendications⁴¹. Pour prolonger l'hypothèse que nous émettons ci-dessus, nous posons que, dans le cas qui nous occupe, la violence a pu jouer un rôle important dans l'émergence du sujet politique « peuple ». Enfin, Francis Dupuis-Déri critique le procès en irrationnalité qui frappe fréquemment les émeutes en émettant plusieurs hypothèses susceptibles d'expliquer des mobilisations agitées ou violentes des classes populaires.

A côté des pistes d'analyse que nous fournit Francis Dupuis-Déri, nous mobilisons également l'œuvre de l'historien belge Jean Neuville, en particulier son ouvrage *La condition ouvrière au XIX^e siècle*. Dans le premier tome (sous-titré « L'ouvrier objet »), Jean Neuville s'attarde en détails sur les conditions matérielles des différentes catégories d'ouvriers au cours du XIX^e siècle en Belgique. Sa conclusion est pour le moins catégorique : « Réduit au rang d'objet par le système économique, c'est une véritable déconsidération, un authentique mépris qui pèse sur lui »⁴². D'après l'historien, l'ouvrier est alors considéré comme un consommable dans le processus de production : une fois qu'il ne fournit plus le travail qu'il lui est demandé, il suffit de le remplacer⁴³. Aux fins de notre analyse, nous allons surtout nous concentrer sur le second tome de *La condition ouvrière* : sous-titrée « L'ouvrier suspect », Jean Neuville y aborde notamment plusieurs stigmates symboliques qui frappent l'ouvrier belge du XIX^e siècle. Dès l'entame de ce tome, l'historien explique que la « véritable mésestime sociale » qui frappe les ouvriers s'ajoute à leur « misère matérielle » : selon lui, cette « mésestime trouve sa source dans le fait que la classe laborieuse, au 19^e siècle, est considérée comme la pépinière de la

³⁷ *Ibid.*, p. 14.

³⁸ *Ibid.*, pp. 23-24.

³⁹ *Ibid.*, p. 219.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 220.

⁴¹ *Ibid.*, p. 233.

⁴² NEUVILLE, Jean, *La condition ouvrière au XIX^e siècle. Tome 1* (2^e éd.), *op. cit.*, p. 227.

⁴³ *Ibid.*, pp. 227-228.

criminalité »⁴⁴. Cette « suspicion de criminalité » jouerait un rôle de premier plan dans la perpétuation de l'ordre social en place : « La suspicion de criminalité sera un alibi merveilleux pour sauvegarder la bonne conscience [...] de la classe dominante »⁴⁵. Au fil d'un chapitre deux peu avare en détails, Jean Neuville entreprend de faire la genèse de la « suspicion de criminalité » qui pèse sur les pauvres depuis le Moyen-Age⁴⁶. Ainsi, il affirme que si la condition symbolique de l'ouvrier du XIX^e siècle – surtout lorsqu'il est chômeur et « réduit à mendier et à errer en quête d'occupation » - est à ce point mauvaise, c'est en raison de « l'héritage de mésestime que les siècles précédents ont accumulé sur la tête des mendiants et des vagabonds » ; il ajoute que « chômage, indigence, mendicité, vagabondage sont alors des états fort proches »⁴⁷. Autrement dit, la mésestime qui frappe le pauvre se trouve encore renforcée par le flou qui entoure son statut social. Outre la « suspicion de criminalité », l'ouvrier est aussi frappé par une « suspicion de minorité » car, comme l'enfant, il serait « incapable de s'autodéterminer ». Alors les classes dominantes – animées de « nobles sentiments de fraternité » - se sentiraient l'obligation morale « d'exercer [leur] patronage » sur la classe laborieuse perçue comme « inférieure, ignorante, incapable »⁴⁸. A l'instar de la « suspicion de criminalité », cette « suspicion de minorité » représente « un merveilleux alibi pour maintenir, avec bonne conscience, l'ouvrier en état de sujétion »⁴⁹. Par ailleurs, Jean Neuville précise bien que cette vision a tout autant sa place chez les libéraux que chez les catholiques : « sur le plan de la minorisation de l'ouvrier, il y avait accord entre les bourgeois »⁵⁰.

Revue de littérature

Après une ample partie consacrée à notre méthodologie, la présente partie consiste en une revue de la littérature articulée en trois sections. Dans la première, nous mobilisons différents auteurs afin de résumer les événements de 1886. Puis, dans la seconde, nous nous concentrons sur les causes qu'invoquent ces auteurs pour expliquer le déclenchement et l'ampleur des événements de 1886. Enfin, étant donné la centralité de ces événements dans l'histoire du naissant POB, nous mobilisons la littérature afin d'illustrer les impacts qu'a eus la crise de 1886 sur les orientations idéologiques et stratégiques du parti.

⁴⁴ NEUVILLE, Jean, *La condition ouvrière au XIX^e siècle. Tome 2, op. cit.*, p. 8.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁶ *Ibid.*, pp. 21-57.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 21.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 13.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*, pp. 19-20.

Les évènements de 1886

Les évènements dont il est question ici ont été racontés par de nombreux auteurs et en des termes très variés. Tout un spectre d'expressions se déploie : certains soulignent la singularité historique de l'année 1886 : ainsi de Frans Van Kalken qui pose que « depuis 1830 jusqu'à 1914, la Belgique n'a pas connu d'année plus dramatique que 1886 »⁵¹ ; dans le même ordre d'idée, Pascal Delwit explique qu'« un an après sa fondation, le Parti ouvrier assiste à la plus grande jacquerie⁵² sociale du XIX^e siècle »⁵³. En des termes moins grandiloquents, Xavier Mabille ne dit pas autre chose : « Les centres industriels wallons ont vécu en 1886 des évènements sociaux d'une gravité sans exemple dans l'histoire de la Belgique »⁵⁴. Lorsqu'ils résument ces évènements, d'autres auteurs préfèrent mettre l'accent sur la colère et l'injustice à la base des grèves et des émeutes de 1886 : selon Marc-Antoine Pierson, « ce fut la révolte spontanée d'une classe plongée dans une détresse profonde, comme le réflexe d'une colère trop longtemps contenue »⁵⁵. Marcel Liebman enchérit en parlant de cet « immense cri de colère et de désespoir » que les ouvriers wallons poussèrent lors de l'« incendie de 1886, la jacquerie de ce printemps sanglant »⁵⁶. Plus pudique, Benjamin Biard parle de 1886 comme de « grèves et de violentes émeutes » constituant une « nouvelle expression de la colère des ouvriers quant à leurs conditions de vie »⁵⁷.

Avant de narrer les évènements de 1886, il est nécessaire de fournir quelques précisions sur le contexte social et industriel de l'époque. Depuis 1884, l'Europe connaît une importante dépression économique : selon Henri Pirenne, l'année 1886 marque le « point culminant » de cette crise à la fois agricole et industrielle. L'historien affirme que « les conséquences en retentirent d'autant plus cruellement sur le pays qu'il était industrialisé »⁵⁸. Cette crise frappe donc fortement la Belgique, et en particulier la Wallonie. Tandis que les exportations diminuent, le travail suit la même tendance : les salaires décroissent et le chômage augmente. Par exemple, pour ce qui est des mineurs, leur salaire réel diminue de plus de 10% en seulement trois ans ; tandis que « le niveau de l'emploi chute de 30% dans le Hainaut, le Brabant et la province de Namur »⁵⁹. Notons que dans la presse d'alors, tandis que les socialistes et les radicaux parlent des diminutions de salaire des ouvriers, un refrain est entonné avec une constance inégalable

⁵¹ VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 » in VAN KALKEN, Frans, *Commotions populaires en Belgique (1834-1902)*, Bruxelles, Office de Publicité, 1936, p. 75.

⁵² Notons que ce terme de « jacquerie » semble traverser les époques puisque c'est déjà ainsi que Henri Pirenne qualifiait les évènements de 1886. PIRENNE, Henri, *Histoire de Belgique. Tome VII. De la révolution de 1830 à la guerre de 1914*, Bruxelles, Éditions Maurice Lamertin, 1948, pp. 304-305.

⁵³ DELWIT, Pascal, *Le socialisme en Belgique (1885-2024). Origines, acteurs, développements*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2024, p. 68.

⁵⁴ MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, Bruxelles, CRISP, 2011, p. 158.

⁵⁵ PIERSON, Marc-Antoine, *Histoire du socialisme en Belgique*, Bruxelles, Institut Émile Vandervelde, 1953, p. 89.

⁵⁶ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, op. cit., p. 53.

⁵⁷ BIARD, Benjamin, « Les partis frères en Belgique : les relations entre le PS et Vooruit », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2590-2591, 2024, p. 9.

⁵⁸ PIRENNE, Henri, *Histoire de Belgique. Tome VII. De la révolution de 1830 à la guerre de 1914*, op. cit., p. 303.

⁵⁹ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, op. cit., p. 54.

par la presse bourgeoise : le capital souffre aussi, et davantage que le travail ! Ce travail n'étant pas un mémoire d'histoire économique, nous ne nous épancherons pas sur ces questions au moyen de chiffres détaillés. Néanmoins, derrière ces considérations, on constate d'importantes implications symboliques : en effet, l'argument du « capital, première victime de la crise » revêt une certaine prépondérance dans les argumentaires conservateurs autour des événements de 1886, à commencer par le chef de cabinet catholique Auguste Beernaert⁶⁰.

Ce que nous dénommons les « événements de 1886 » débutent le 18 mars 1886 à la suite d'une manifestation convoquée par le Groupe anarchiste de Liège afin de commémorer le quinzième anniversaire de la Commune de Paris⁶¹. C'est au travers d'un tract qu'un certain J. Rutters et un certain F. Billen appellent les travailleurs liégeois à ne pas rester « dans une coupable apathie » et à faire « entendre leur voix aux oreilles de la bourgeoisie égoïste » à l'instar des ouvriers de Londres, d'Amsterdam et de New-York. Invoquant le souvenir de la Commune, les anarchistes invitent les ouvriers à se joindre à eux le 18 mars sur la place Saint-Lambert⁶². Le jour dit vers 19h30, alors qu'un cortège de plusieurs milliers d'ouvriers – deux à trois mille d'après Xavier Mabille⁶³ – traverse la rue Léopold, les premiers débordements se produisent, notamment sous la forme de bris de vitrines et du pillage d'une boulangerie⁶⁴. Dans la foulée, un meeting commence au Café National, place Delcour : les principaux orateurs qui se succèdent à la tribune rejouent le conflit idéologique traditionnel entre réformistes et révolutionnaires. Une fois la réunion terminée, plusieurs échauffourées éclatent entre des manifestants et les forces de l'ordre : aux bris de vitrines, jets de pierre et coups de feu sporadiques succèdent les charges de la gendarmerie et de la garde civique. Le bilan de cette nuit d'agitation apparaît déjà lourd : « deux civils sont tués⁶⁵ et la police procède à quarante-sept arrestations »⁶⁶. A partir du 19 mars, les tensions quittent le centre-ville de Liège pour gagner sa périphérie industrielle. Ainsi, selon Marcel Liebman, alors que les charbonnages de Jemeppe étaient en grève dès le 17 mars, la grève devient générale dans tout le bassin à partir du 19 mars⁶⁷. Cependant, d'après Xavier Mabille, il faut attendre le 20 mars pour voir une « extension de la grève à Seraing, Flémalle et Tilleur »⁶⁸ : certains auteurs, à l'instar de Jules Pirlot, qualifient déjà cette grève d'

⁶⁰ « Exploitant les difficultés d'une situation qui atteint toutes les classes de la société [...] Ce que les excitateurs ne disent pas aux malheureux ouvriers qu'ils égarent, c'est que, s'ils souffrent, le sort du capital n'est pas meilleur que le leur : depuis plusieurs années, il est, en quelque sorte, gratuitement à la disposition du travail ». BEERNAERT, Auguste, cité in « Déclaration du Gouvernement », *Le Bien Public*, 31 mars 1886.

⁶¹ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, op. cit., p. 54.

⁶² Le tract original est reproduit dans les colonnes, entre autres, du journal *Le Peuple*. « L'émeute de Liège », *Le Peuple*, 21 mars 1886.

⁶³ MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, op. cit., p. 159.

⁶⁴ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, op. cit., pp. 54-55.

⁶⁵ Précisons que si d'autres auteurs (Frans Van Kalken et Xavier Mabille notamment) rapportent le même nombre d'arrestations, ils ne font pas état de victimes.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 55.

⁶⁷ *Ibid.*, pp. 55-56.

⁶⁸ MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, op. cit., p. 159.

« insurrectionnelle »⁶⁹. Alors que les grèves du bassin liégeois se déroulent de manière relativement calme, les autorités apparaissent inquiètes et réagissent en proportion de leur crainte. Commence alors une importante mobilisation militaire : « une véritable petite armée – flanquée de batteries d’artillerie, de compagnies de génie et des services d’intendances – se répand [sur la vallée de la Meuse] »⁷⁰. Constatant ce déploiement massif de forces de l’ordre, des auteurs aussi différents que Frans Van Kalken et Xavier Mabille parlent d’un « état de siège »⁷¹. Selon Pascal Delwit, on dénombre environ six mille soldats déployés dans le bassin de Liège. La « forte répression » alors à l’œuvre cause « trois morts et de nombreux blessés »⁷². Directement après cette répression, les grèves décroissent fortement et le travail reprend : si le « retour au calme » commence le 25 mars, Xavier Mabille estime que « la grève [dans le bassin liégeois] est considérée comme terminée vers le 2 avril »⁷³.

Malgré leur intensité, les événements de Liège ne furent qu’un pâle prélude des événements du Hainaut : pour emprunter les mots de Marcel Liebman, « ces premières lueurs annoncent un plus vaste incendie »⁷⁴. Le 25 mars, alors que la gravité de la situation à Liège décroît, des grèves commencent dans le Hainaut, notamment dans le bassin de Charleroi⁷⁵. Si, dès le 26 mars, de nombreux ouvriers du Borinage et de la région du Centre sont également en grève⁷⁶, la région carolorégienne demeure l’épicentre des événements de 1886, notamment en raison de l’intensité des troubles qui s’y produisent. Les 26 et 27 mars, des groupes d’ouvriers grévistes – principalement des houilleurs et des verriers – parcourent la région carolorégienne en commettant divers larcins : « [ils] détruisent des établissements industriels, saccagent et pillent, s’en prennent à quelques « châteaux » appartenant aux propriétaires de la région »⁷⁷. Plusieurs usines sont alors détruites par des groupes de grévistes : entre autres, la glacerie Monseu, à Roux, les verreries Sadin, à Jumet et la verrerie Baudoux, également à Jumet⁷⁸. Selon Frans Van Kalken, « le saccage et l’incendie de la verrerie et du château de M. Eugène Baudoux » sont le « point culminant du drame de 1886 ». Dans les journaux de l’époque, cet événement est de loin le plus commenté : d’une part, par son ampleur car, présentées alors comme le fleuron technologique de l’industrie verrière, les usines Baudoux sont totalement détruites⁷⁹. D’autre part, Eugène Baudoux étant un libéral revendiqué, les journaux catholiques ont tout le loisir de rendre son idéologie responsable de son malheur⁸⁰ ; tandis que *La Réforme* se désole que des

⁶⁹ PIRLOT, Jules, « La Commune... de Paris à Liège », *Salut et Fraternité*, n° 113, avril-mai-juin 2021, disponible à l’adresse suivante : <https://www.calliege.be/salut-fraternite/113/la-commune-de-paris-a-liege/> (consulté le 27 juillet 2025).

⁷⁰ VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 », *op. cit.*, pp. 88-89.

⁷¹ *Ibid.*, p. 89 ; MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, *op. cit.*, p. 159.

⁷² DELWIT, Pascal, *Le socialisme en Belgique (1885-2024)*, *op. cit.*, p. 68.

⁷³ MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, *op. cit.*, p. 159.

⁷⁴ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, *op. cit.*, p. 56.

⁷⁵ MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, *op. cit.*, p. 159.

⁷⁶ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, *op. cit.*, p. 56.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 57.

⁷⁸ VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 », *op. cit.*, pp. 103-104.

⁷⁹ Par exemple, *Le Bien Public*, 27 mars 1886.

⁸⁰ Par exemple, *Journal de Bruxelles*, 4 avril 1886.

ouvriers s'attaquent ainsi à la propriété d'un capitaliste qu'elle décrit bon envers eux⁸¹. Dans un premier temps, désorganisée⁸², l'armée est massivement redirigée vers le bassin de Charleroi : le général Vandermissen – nommé « chef militaire suprême chargé de la répression » – brise les émeutes « sans aucun ménagement »⁸³. À l'issue de la répression hennuyère, une vingtaine de grévistes sont tués et de nombreux autres sont blessés⁸⁴. Conséquence de cet écrasement, la reprise du travail est rapide dans le Hainaut : d'après Frans Van Kalken, « on peut dire que, à partir du lundi 29 et du mardi 30 mars, le calme était revenu dans le bassin de Charleroi ». Selon Louis Bertrand, alors que « la détente devient à peu près complète à Charleroi », « des grèves et des manifestations diverses de mécontentement populaire » se produisent encore dans la moitié ouest de la Wallonie : dans la région du Centre, à Wavre, à Dinant, à Tournai entre autres⁸⁵.

Outre la répression militaire, politiquement, l'État réagit en trois temps à ces événements. D'abord, le 30 mars 1886, lors de la rentrée parlementaire, le chef de cabinet Auguste Beernaert s'exprime à la tribune de la Chambre. Comme nous l'avons déjà illustré ci-dessus, il délégitime d'emblée l'action des grévistes étant donné que le capital souffrirait autant – si ce n'est plus – que le travail. Par ailleurs, traitant des causes des grèves et des émeutes, il se « limite à stigmatiser l'action des meneurs »⁸⁶. Enfin, Auguste Beernaert fait un éloge appuyé de la réaction des forces de l'ordre :

« Telles sont, messieurs, les mesures militaires que le gouvernement a prises. Elles ont été promptement ordonnées et promptement exécutées, et le gouvernement se plaît à rendre un solennel hommage au bon esprit, au dévouement et à la modération dont la gendarmerie et l'armée ont fait preuve dans ces circonstances si profondément regrettables. »⁸⁷

Non moins pudique que la majorité catholique, l'opposition libérale, en la personne de Walthère Frère-Orban, réagit sobrement en se bornant « à remarquer que le moment n'est pas venu pour discuter les événements douloureux qui se sont passés » et en se limitant à demander au gouvernement pourquoi les forces de l'ordre n'ont pas réprimé plus rapidement les émeutes. Invoquant le « maintien de l'ordre et de l'autorité »⁸⁸, le député libéral termine son intervention par le refrain entonné par l'ensemble de la bourgeoisie durant les événements de 1886 : il faut que « force reste à la loi ».

⁸¹ Par exemple, *La Réforme*, 1^{er} avril 1886.

⁸² LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, op. cit., p. 58.

⁸³ VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 », op. cit., pp. 108-112.

⁸⁴ Les chiffres divergent selon les auteurs : selon Xavier Mabille, il y aurait eu vingt-et-un tués autour de Charleroi et deux autour de Mons ; Pascal Delwit parle quant à lui de vingt-quatre tués. MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, op. cit., p. 160 ; DELWIT, Pascal, *Le socialisme en Belgique (1885-2024)*, op. cit., p. 69.

⁸⁵ BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II*, op. cit., pp. 410-411.

⁸⁶ MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, op. cit., p. 160.

⁸⁷ BEERNAERT, Auguste, cité in « Déclaration du Gouvernement », op. cit.

⁸⁸ FRÈRE-ORBAN, Walthère, cité in « Déclaration du Gouvernement », op. cit.

Ces réactions somme toute modestes illustrent que le gros de la tempête est passé. Mais bien que « l'ordre règne », « la bourgeoisie a pris peur »⁸⁹ : selon nous, les événements wallons ont, par la manifestation violente de la puissance politique de la plèbe – et par la peur que cela a créée –, contribué à faire prendre conscience aux élites de la nécessité de considérer le peuple. L'éminent représentant catholique Charles Woeste, dans ses mémoires, exprimera ainsi cette prise de conscience : « On s'occupait peu, beaucoup trop peu du peuple et l'on ne soupçonnait pas l'intensité de la crise qu'il traversait. Chacun comprit que des remèdes étaient nécessaires »⁹⁰. Ainsi, dès le 15 avril 1886, le gouvernement institue un « Comité chargé de s'enquérir de la situation du travail industriel dans le royaume et d'étudier les mesures qui pourraient l'améliorer ». Enfin, troisième temps de la réaction politique en 1886, Léopold II exprime ouvertement les préoccupations réformatrices de son gouvernement lors du discours du trône du 9 novembre : « il est juste que la loi entoure d'une protection plus spéciale les pauvres et les malheureux »⁹¹.

Enfin, en réponse aux événements de 1886, l'État déploie également toute l'implacabilité de son appareil judiciaire. Mettant l'accent sur la sévérité inévitable de la réaction judiciaire, Marc-Antoine Pierson résume éloquemment la situation : « l'autorité régulière avait chancelé pendant deux jours. La bourgeoisie avait connu la grande peur. La répression judiciaire fut inexorable »⁹². Si plusieurs centaines de condamnations seront à dénombrer⁹³, trois retiennent particulièrement l'attention des commentateurs, soit en raison de leur sévérité, soit de la notoriété de ceux qui s'en voient frappés. *Primo*, Oscar Falleur, alors secrétaire de l'Union des verriers de Charleroi, est condamné à vingt ans de travaux forcés par la Cour d'Assises de Mons : cette condamnation advient alors que la Cour elle-même reconnaît qu'il a prêché le calme durant les événements carolorégiens et que sa participation active aux destructions d'usines n'est pas attestée⁹⁴. Citant un extrait éloquent du réquisitoire du parquet, Pascal Delwit pose que « Falleur personnifie ce qu'il faut conjurer »⁹⁵ pour l'État. *Secundo*, Alfred Defuisseaux, auteur du *Catéchisme du Peuple*, est condamné à un an de prison. *Tertio*, Edouard Anseele, important cadre du POB, est condamné à six mois de prison pour avoir qualifié Léopold II d'« assassin du peuple »⁹⁶.

Causes

A ce stade de notre revue de littérature, il est nécessaire d'établir quelques distinctions entre les auteurs. En effet, une proportion importante des « historiens » du mouvement ouvrier que

⁸⁹ PIRLOT, Jules, « La Commune... de Paris à Liège », *op. cit.*

⁹⁰ WOESTE, Charles, cité in MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, *op. cit.*, p. 161.

⁹¹ MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, *op. cit.*, p. 161.

⁹² PIERSON, Marc-Antoine, *Histoire du socialisme en Belgique*, *op. cit.*, p. 90.

⁹³ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, *op. cit.*, p. 59.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 60.

⁹⁵ DELWIT, Pascal, *Le socialisme en Belgique (1885-2024)*, *op. cit.*, pp. 69-70.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 69.

nous avons sélectionnée appartient elle-même au mouvement ouvrier. Ainsi, comme nous allons traiter des causes des événements de 1886, nier cette question de la politisation reviendrait à ignorer le fait que certains de ces récits sont autant politiques qu'historiques. Néanmoins, comme nous l'illustrons amplement dans la partie suivante, le cœur de ce travail reste de percevoir les conceptions idéelles de différents acteurs : ce faisant, jouer sur la double nature à la fois politique et historique d'une partie de la littérature n'apparaît pas rédhibitoire à condition d'être lucide sur les écueils que cela peut amener. Commençons avec les auteurs pour lesquels l'ambiguïté est la plus marquante : Émile Vandervele⁹⁷, Jules Destrée⁹⁸ et Louis Bertrand⁹⁹. « Historiens » incontournables du socialisme au XIX^e siècle, ils comptent également parmi les personnalités fondatrices du Parti Ouvrier Belge. A leur suite, Léon Delsinne¹⁰⁰ et Marc-Antoine Pierson¹⁰¹ incarnent aussi – quoique de manière plus moderne –, ce double statut d'auteur et de personnalité politique : le premier ayant notamment été directeur du *Peuple* et le second député et ministre sous l'étiquette du Parti Socialiste Belge. Pour leur part, des auteurs, historiens ou politologues, comme Maxime Szejnberg, Xavier Mabille ou Pascal Delwit appliquent clairement des critères d'écriture scientifique contemporains, notamment en termes de référencement et de suspension des jugements moraux. Enfin, Frans Van Kalken et Marcel Liebman incarnent deux cas limites dans la bipartition que nous réalisons ici. D'une part, leurs travaux sont mieux référencés que les cinq premiers auteurs cités ci-dessus. Mais, d'autre part, ils laissent régulièrement leurs opinions et leurs positions morales prendre le dessus sur le fond de leurs propos. Maintenant ces avertissements posés, rentrons dans le cœur de cette section.

Au sein de la littérature étudiée, nous constatons la présence de trois grandes catégories d'explications : 1° la misère, les conditions matérielles d'existence ; 2° l'absence d'organisations politiques et syndicales, notamment dans les industries houillères et sidérurgiques ; 3° la propension du peuple social à se transformer en plèbe en suivant ses bas instincts, ses « passions », voire la sauvagerie de cette plèbe dans son entièreté, ou en tout cas, de ses « éléments les plus troubles ». A ces trois explications, nous ajoutons le cas particulier des « meneurs » : cas particulier car si dans les journaux de l'époque, on constate une certaine effervescence autour de cette explication, la littérature semble globalement considérer l'existence de meneurs comme une hypothèse fantaisiste. *Primo*, comme les citations placées en exergue de cette revue de littérature l'illustrent, la misère du prolétariat wallon est une explication fréquemment avancée par les auteurs. Dans le manifeste que le POB remet au

⁹⁷ POLASKY, Janet, « VANDERVELDE, Émile », in *Nouvelle Biographie nationale. Volume 1*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 1988, pp. 344-354.

⁹⁸ DUMONT, Georges-Henri, « DESTREE, Jules », in *Nouvelle Biographie nationale. Volume 5*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 1999, pp. 117-123.

⁹⁹ ABS, Robert, « BERTRAND (Louis-Phillipe) », in Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, *Biographie nationale. Tome Trente-septième*, Bruxelles, Bruylant, 1971, pp. 39-55.

¹⁰⁰ GÉORIS, Michel, « DELSINNE, Léon », in *Nouvelle Biographie nationale. Volume 9*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2007, pp. 130-131.

¹⁰¹ GÉORIS, Michel, « PIERSON, [...] dit Marc-Antoine », in *Nouvelle Biographie nationale. Volume 9*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2007, pp. 290-291.

gouvernement d'Auguste Beernaert en prévision de la séance de la Chambre du 30 mars 1886, le parti parle notamment de la souffrance des « classes déshéritées » ainsi que des « émeutes provoquées par la misère ». A propos des grévistes abattus par l'armée lors des événements hennuyers, le POB proclame : « Le peuple belge ne permettra point qu'on massacre les pauvres gens égarés par la souffrance »¹⁰². A la suite de leur parti, Jules Destrée, Émile Vandervelde et Louis Bertrand invoquent la même explication : « Ce fut en touchant les quelques francs qui lui revenaient de son misérable salaire, que le mineur eut un mouvement de révolte et refusa de travailler ainsi »¹⁰³ ; « C'était avant tout une grande manifestation de malheureux fatigués de mourir lentement »¹⁰⁴ ; « La plupart des malheureux révoltés étaient vêtus misérablement. Ils portaient sur la figure des traces de misère »¹⁰⁵. Cherchant à expliquer les proportions exceptionnelles que prirent les grèves et les émeutes du printemps 1886, Frans Van Kalken pose que « l'ouvrier en avait brusquement assez de la noire misère, du logis lépreux et obscur », mais aussi « de l'humiliant état de sujétion dans lequel il était tenu »¹⁰⁶.

Secundo, plusieurs auteurs pointent le manque voire l'absence d'encadrement syndical. Ainsi, en défendant l'importance d'une solide organisation syndicale – dont le rôle serait « à la fois de défendre les intérêts professionnels de leurs membres, de discipliner leur force, de la canaliser » –, Louis Bertrand affirme que l'organisation des ouvriers liégeois « était pour ainsi dire nulle »¹⁰⁷. Ce constat est également dressé par d'autres auteurs, ainsi de Léon Delsinne¹⁰⁸ et de Pascal Delwit : ce dernier pointant spécifiquement le manque d'encadrement syndical comme une des causes profondes de la gravité des événements de 1886¹⁰⁹. Cette position est également défendue par Maxime Sztejnberg lorsqu'il affirme que « l'absence d'organisation syndicale parmi les houilleurs avait vraisemblablement pu jouer un rôle dans le déferlement de violence »¹¹⁰. Par ailleurs, Jules Destrée et Émile Vandervelde constatent corollairement l'absence de revendications claires et structurées dans le chef des grévistes¹¹¹. Pour eux, cela se traduit également, en pratique, par le fait qu'aucune tentative de conserver le terrain (en tentant de compliquer le déploiement de l'armée par exemple) n'ait été observée¹¹². En lien avec ce qui précède, nous relevons un détail sémantique intéressant chez ces deux auteurs lorsqu'ils nient le caractère « politique » des événements de 1886 :

¹⁰² BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II, op. cit.*, pp. 411-412.

¹⁰³ DESTREE, Jules et VANDERVELDE, Émile, *Le socialisme en Belgique* (2^e éd.), *op. cit.*, p. 75.

¹⁰⁴ *Ibid.*, pp. 80-81.

¹⁰⁵ BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II, op. cit.*, p. 410.

¹⁰⁶ VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 », *op. cit.*, p. 100.

¹⁰⁷ BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II, op. cit.*, pp. 393-394.

¹⁰⁸ DELSINNE, Léon, *Le Parti ouvrier belge des origines à 1894, op. cit.*, p. 74.

¹⁰⁹ DELWIT, Pascal, *Le socialisme en Belgique (1885-2024), op. cit.*, pp. 68-69.

¹¹⁰ SZTEJNBERG, Maxime, « La fondation du Parti Ouvrier Belge et le ralliement de la classe ouvrière à l'action politique (1882-1886) », *International Review of Social History*, vol. 8, n° 2, 1963, p. 212.

¹¹¹ DESTREE, Jules et VANDERVELDE, Émile, *Le socialisme en Belgique* (2^e éd.), *op. cit.*, p. 80.

¹¹² *Ibid.*, p. 87.

« Jamais la grève n'avait eu, comme ces jours-là, un solennel caractère de protestation *sociale* [...] Il est absurde de vouloir mêler des événements politiques à ces événements ; le mouvement était autrement profond, autrement grave. »¹¹³

Tertio, plusieurs auteurs invoquent également une image dangereuse de la plèbe pour expliquer les émeutes et les destructions d'usines. Cette « image » se décline selon plusieurs variantes. D'abord, la plèbe peut être présentée comme une masse passive se laissant entraîner « naturellement » à commettre des larcins. Par exemple, Jules Destrée et Émile Vandervelde invoquent divers motifs amenant les ouvriers à des débordements : « Les « chopes », les chansons, les menaces, les excitations mutuelles, l'effacement de la responsabilité personnelle dans la foule »¹¹⁴. Dans le même registre, Frans Van Kalken, lorsqu'il parle des poursuites devant les tribunaux, présente les prévenus comme un « troupeau hébété et peureux, à peine conscient, après la folle griserie du 26 mars, de la gravité de ses fautes »¹¹⁵ ; ce « troupeau » étant composé de « pâles imitateurs [des grévistes à l'initiative des destructions], littéralement grisés par l'excitation, le bruit, la nouveauté de la situation »¹¹⁶. Ensuite, nous rencontrons également des tentatives d'explication psychologisantes, souvent condescendantes et méprisantes au demeurant : les deux éminents représentants du POB parlent ainsi d'un « désir brutal, féroce, inconscient de jouissance et de richesse » venant de personnes « trop peu intelligentes pour comprendre les raisons compliquées qui pouvaient expliquer la richesse de certains »¹¹⁷ ou encore de « plaisir enfantin de briser le verre fragile [et de] caprices de foule despote ne permettant pas qu'on pût lui désobéir »¹¹⁸. Mêlant ces deux types d'explication, Frans Van Kalken tente d'expliquer la situation en incriminant le *Catéchisme du Peuple* :

« Certes, le *Catéchisme* reste dans le plan de la conquête pacifique du suffrage universel et de la manifestation du 13 juin, mais ne peut-on raisonnablement supposer que les masses devaient en quelque sorte exploser à l'audition de ces phrases hachées, savoureuses à souhait pour qui les lit à cinquante ans de distance, mais combien lourdes d'accusations aussi puériles que sauvages [...] Brusquement placés devant le spectacle de leur propre misère – et cela en un temps où l'amélioration de leur sort n'aurait, de toutes manières, pu se faire que lentement et progressivement – les ouvriers, grands enfants illettrés pour la plupart, voulurent immédiatement une « plus équitable répartition sociale ». »¹¹⁹

Remarquons au passage que l'utilisation de l'expression « grands enfants illettrés » nous permet de constater que la « suspicion de minorité » a toujours bien cours, ici sous la plume d'un académique, dans les premières décennies du XX^e siècle. Puis, certains auteurs mobilisent également des pistes d'explication empreintes de racisme, ou à tout le moins de certaines suspicions xénophobes : reprenant à son compte les propos du publiciste Gustave Houdez, Frans Van Kalken parle d'une « « population hétéroclite » d'assez fâcheuse réputation,

¹¹³ *Ibid.*, p. 81.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 78.

¹¹⁵ VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 », *op. cit.*, p. 114.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 106.

¹¹⁷ DESTREE, Jules et VANDERVELDE, Émile, *Le socialisme en Belgique* (2^e éd.), *op. cit.*, p. 82.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 83.

¹¹⁹ VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 », *op. cit.*, pp. 101-102.

« composée en grande partie de Flamands » » pour présenter les grévistes auteurs des premiers troubles à Charleroi¹²⁰. Léon Delsinne établit également un lien entre le déclenchement des émeutes à Charleroi et le fait que dans cette région « vit, à côté de la population autochtone, une proportion considérable d'immigrés de fraîche date et mal assimilés »¹²¹. Ciblant d'abord les propos de Jules Destrée et d'Émile Vandervelde – qui parlent notamment de « bêtes immondes »¹²² –, et regrettant que ce soit de ces deux personnalités qu'émanent « une des descriptions les plus féroces, les plus idéologiquement marquées, les plus méprisantes qui aient été faites de certains acteurs des manifestations et des troubles de 1886 »¹²³, Marcel Liebman critique amèrement l'ensemble des préjugés sur la plèbe contenus dans certaines descriptions des événements de 1886. Ainsi, il met principalement l'accent sur le fait que ces descriptions s'appuyaient en première instance sur les clichés réactionnaires contenus dans l'œuvre d'Hyppolite Taine, auteur d'une *Histoire de la Révolution française*¹²⁴.

Nous clôturons cette section avec quelques mots sur une hypothèse qui, quoique très populaire en 1886, est peu ou prou absente de la littérature que nous avons étudiée : l'influence de prétendus meneurs. Ainsi, dès Jules Destrée et Emile Vandervelde, cette thèse est jugée fantaisiste¹²⁵. Louis Bertrand défend la même position : loin d'être « due[s] à des meneurs », les grèves de 1886 « fut[rent] le produit spontané de l'accroissement de la misère et des vexations sans nombre subies par les ouvriers »¹²⁶. Même Frans Van Kalken, pourtant très éloigné des thèses du POB, récuse l'existence de « complots systématiques » à l'origine des événements de 1886. Cependant, il ne considère pas pour autant que les destructions d'usines résultent uniquement de mouvements impulsifs. Pour lui, il y eut certes préméditation mais d'une manière somme toute modeste : « leur exécution [« des dévastations »] fut décidée au plus tôt dans la nuit du jeudi au vendredi, dans des palabres d'estaminet occasionnelles, entre garnements, repris de justice et pauvres diables dévoyés »¹²⁷.

Influence sur la doctrine du Parti Ouvrier Belge

Dans cette dernière section de notre revue de littérature, nous abordons une question essentielle au regard de notre problématique de recherche : quelle influence les événements de 1886 ont-ils eue sur la doctrine du Parti Ouvrier Belge ? Lors de sa création en avril 1885, le POB est une émanation de divers groupements ouvriers et socialistes : cela induit le fait que, durant ses premières années d'existence, d'importantes divergences idéologiques et stratégiques se font jour. Sur le plan doctrinal, les premiers cadres du parti doivent donc

¹²⁰ *Ibid.*, p. 97.

¹²¹ DELSINNE, Léon, *Le Parti ouvrier belge des origines à 1894*, *op. cit.*, p. 75.

¹²² Cf. citation dans l'introduction.

¹²³ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, *op. cit.*, p. 65.

¹²⁴ *Ibid.*, pp. 65-66.

¹²⁵ DESTREE, Jules et VANDERVELDE, Émile, *Le socialisme en Belgique* (2^e éd.), *op. cit.*, pp. 86-87.

¹²⁶ BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II*, *op. cit.*, p. 401.

¹²⁷ VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 », *op. cit.*, p. 106.

défendre des positions relativement minimalistes afin de garantir l'unité du nouveau parti¹²⁸. Ainsi, selon Louis Bertrand, au moment de sa création, le POB poursuit un but, à savoir « l'émancipation sociale du travail », au travers d'un double moyen : « l'organisation professionnelle, et grâce au droit de suffrage, la conquête des pouvoirs publics »¹²⁹. Le premier moyen consiste donc, pour emprunter les mots de Léon Delsinne, en « la multiplication et le développement des groupes ouvriers qu'ils soient, politiques, syndicaux, coopératifs et bientôt mutualistes »¹³⁰. Au travers du second moyen, on perçoit, dès la création du parti, son orientation strictement réformiste : en effet, l'obtention du suffrage universel doit permettre, dans un premier temps, la mise en place de réformes sociales favorables aux ouvriers et, uniquement dans un second temps, « l'accession bien lointaine au pouvoir »¹³¹. En ce qui concerne la question de l'usage politique des mobilisations populaires et de la grève, loin de faire l'objet de théories politiques élaborées au sein du POB, ces outils semblent limités à un rôle d'appui pour la conquête du suffrage universel. Précisons même que, en 1885, seule la manifestation est envisagée comme arme politique : ainsi, de la fameuse manifestation nationale en faveur du suffrage universel que le parti souhaite organiser à Bruxelles le 13 juin 1886¹³². Dans la propagande socialiste de l'époque, le suffrage universel est présenté comme l'unique solution qui permettra au peuple de s'émanciper. Le *Catéchisme du Peuple* d'Alfred Defuisseaux, publié au début du mois de mars 1886, illustre l'extrémité de cette tendance¹³³ en faisant du suffrage universel une véritable panacée :

« Q. Que faut-il pour faire d'un esclave un homme libre ?

R. Il faut lui donner le droit de vote, c'est-à-dire le suffrage universel.

[...]

R. Tous [les libéraux et les catholiques, alternant au pouvoir] créent de nouveaux impôts afin de remplir les caisses et de se permettre de les vider ensuite.

Q. Depuis combien de temps dure ce jeu ?

R. Depuis 55 ans.

Q. N'est-il pas prêt de finir ?

R. Il sera fini le jour où nous aurons le suffrage universel.

[...]

Q. Que dois-tu faire ?

¹²⁸ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, op. cit., pp. 46-52.

¹²⁹ BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II*, op. cit., p. 381.

¹³⁰ DELSINNE, Léon, *Le Parti ouvrier belge des origines à 1894*, op. cit., p. 70.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II*, op. cit., p. 384.

¹³³ Dans les extraits qui suivent, nous avons pris la liberté de remplacer les numéros des questions par des « Q » (pour question).

R. Abolir l'esclavage dans lequel nous vivons.

Q. Comment dois-tu y arriver ?

R. Par le suffrage universel. »¹³⁴

Quelques jours avant le déclenchement des événements de 1886, le 15 mars, le conseil général du POB publie un manifeste dans lequel, d'une part, il défend que le suffrage universel dérive logiquement de la souveraineté nationale, et d'autre part, il rappelle que ce n'est pas à lui-même de développer un programme politique mais que cette tâche revient directement au peuple en possession du suffrage universel :

« La Constitution, issue de la révolution de 1830, consacre la souveraineté de la nation ; la nation veut aujourd'hui exercer cette souveraineté par le suffrage universel. Ce que le suffrage censitaire n'a pas voulu faire, le suffrage universel le fera. Nous n'avons pas aujourd'hui à tracer un programme. Le peuple, en possession de ses droits par le suffrage universel, indiquera lui-même les réformes à accomplir. »¹³⁵

Mais quid des événements de 1886 ? Ont-ils provoqué une « révolution » dans la ligne du parti ? Ou simplement un renforcement de cette dernière ? Au regard de la littérature que nous avons étudiée, on est amené à conclure à un renforcement global du programme que nous avons dressé ci-dessus, bien que des nouveautés stratégiques fassent également leur apparition. Pascal Delwit observe que, à la suite des événements de 1886, le POB affirme la nécessité que la « bataille politique et sociale » soit organisée selon trois axes : « la conquête des droits politiques, l'organisation de la classe ouvrière et la lutte pour l'avènement des premières lois sociales »¹³⁶. Pour ce qui concerne l'objectif du suffrage universel, il n'y a pas de changement : son obtention reste le but politique prioritaire du POB. D'ailleurs, comme nous le relevons dans notre analyse de la presse, les rédacteurs du *Peuple* craignent que la lutte pour le suffrage universel paie les pots cassés des débordements de 1886. Au cœur de la tempête, le 25 mars 1886, durant un meeting organisé à Bruxelles, les militants du POB rappellent leur attachement au suffrage universel : l'ordre du jour qu'ils adoptent indique ainsi que le meeting « stigmatise la conduite du gouvernement et affirme sa sympathie en faveur du suffrage universel qui doit modifier l'état de choses actuel, supprimer les privilèges et faire de l'Etat le défenseur et le protecteur des opprimés »¹³⁷. Une fois les événements terminés, la ligne reste la même : ainsi, pour des personnalités socialistes, comme Jean Volders, seul le suffrage universel peut améliorer la condition de l'ouvrier en permettant une « révolution pacifique dans l'État »¹³⁸. Ensuite, comme nous l'avons analysé ci-dessus, le déficit d'organisation de la classe ouvrière – en particulier dans les industries lourdes – a été identifié comme une des causes principales de l'ampleur des événements de 1886. Comme le relève Maxime Szejnberg, pour Édouard

¹³⁴ DEFUISSAUX, Alfred, cité in BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II, op. cit.*, pp. 385-391.

¹³⁵ PARTI OUVRIER BELGE, cité in BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II, op. cit.*, p. 393.

¹³⁶ DELWIT, Pascal, *Le socialisme en Belgique (1885-2024), op. cit.*, p. 70.

¹³⁷ BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II, op. cit.*, p. 405.

¹³⁸ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914), op. cit.*, p. 63.

Anseele, en l'absence d'une organisation forte, la violence représentait le seul moyen à la portée des ouvriers. Fort de ce constat, le POB, directement à la suite des événements de 1886, s'est donc astreint à la création de nombreuses organisations affiliées au parti, en particulier à Liège et dans le Hainaut. Maxime Sztejnberg précise également que, contrairement aux associations liées à la Première Internationale, les associations en lien avec le POB furent pérennes¹³⁹. Par ailleurs, Marcel Liebman relève deux caractéristiques originales de cette extension organisationnelle : d'une part, le parti tente d'étendre son influence non seulement sur les classes ouvrières mais également sur les classes moyennes et, d'autre part, elle consiste en une entreprise de disciplinarisation, voire de « domestication », des premières ; les ouvriers sont ainsi appelés à « intervenir, dans un projet ordonné, comme agents contrôlables ou comme sujets disciplinés »¹⁴⁰. Par ailleurs, les événements de 1886 amènent le POB à innover stratégiquement. Outre les manifestations (comme celle du 13 juin 1886), les socialistes envisagent de recourir à la « grève générale ». Ainsi, dès le 30 mars 1886, ils expriment ce qui s'apparente à un ultimatum adressé au gouvernement : « Mais s'ils persistent à refuser au travailleur le redressement de ses griefs légitimes [par l'adoption de lois sociales], celui-ci n'est-il pas en droit de refuser tout travail à une société qui le traite en paria, et proclamer la grève générale de tous les métiers ? »¹⁴¹. Pascal Delwit relève qu'il s'agit alors de conjurer la « grève sauvage » en optant pour « la grève stratégique »¹⁴². Cependant, Marcel Liebman affirme que, loin d'être proactif, le POB ne mettra à l'œuvre sa menace de grève générale que lorsque « la pression ouvrière l'y contraindr[a] »¹⁴³. Si le POB étoffe quelque peu son arsenal stratégique en concevant la grève générale comme un outil légitime, il reste strictement opposé à la violence et condamnera d'ailleurs toutes les grèves impliquant l'usage de la violence durant les années qui suivent¹⁴⁴. Ce refus de la violence semble parfois nuire à l'analyse des cadres du POB : s'exprimant sur les débordements du 18 mars 1886 à Liège, Jean Volders parle de « bris de vitres » qui n'ont servi à rien, hormis faire peur aux bourgeois. Pour sa part, Marcel Liebman juge que ce raisonnement sous-estime l'impact politique de ces débordements : « Aucune référence à la nouvelle politique dont le gouvernement a annoncé l'imminence et qui est le fruit de l'émeute et des « bris de vitres ». Au POB, un mois après l'explosion, l'effroi l'emporte encore sur la lucidité »¹⁴⁵. Avant de plonger dans notre analyse empirique, nous clôturons cette revue de littérature par une citation de Marcel Liebman, certes longue mais que nous ne pouvons résumer sans trahir son contenu :

¹³⁹ SZTEJNBERG, Maxime, « La fondation du Parti Ouvrier Belge et le ralliement de la classe ouvrière à l'action politique (1882-1886) », *op. cit.*, pp. 212-213.

¹⁴⁰ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, *op. cit.*, p. 67.

¹⁴¹ BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II*, *op. cit.*, p. 412.

¹⁴² DELWIT, Pascal, *Le socialisme en Belgique (1885-2024)*, *op. cit.*, pp. 70-72.

¹⁴³ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, *op. cit.*, p. 65. Notons que suivant Élie Halévy, il serait plus pertinent de ne pas utiliser l'expression « mettre en œuvre ». En effet, l'historien présente la grève de 1891 ainsi : « Une grève de 100 000 hommes éclata spontanément, le P.O.B. fut obligé de suivre ». HALÉVY, Élie, *Histoire du socialisme européen*, Paris, Gallimard, 1974, p. 268.

¹⁴⁴ DELSINNE, Léon, *Le Parti ouvrier belge des origines à 1894*, *op. cit.*, p. 81.

¹⁴⁵ LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, *op. cit.*, p. 63.

« Avant et après les événements, le Parti Ouvrier, frappé tantôt de stupeur, tantôt d'indignation, voit dans le déroulement de la révolte prolétarienne une confirmation de ses options réformistes et de ses thèses anti-anarchistes. Il n'a ni voulu ni pu comprendre ce que cette violence contenait de puissance. Il l'a seulement considérée comme un gaspillage d'énergie et, à juste titre, comme une tragédie. Pour lui – et sans tenir compte des résultats concrets qu'annonce le discours de Léopold II –, la pression tumultueuse de 1886 a surtout été une coulée plébéienne, vaine, sans organisation, sans perspective et sans avenir contre laquelle il devra désormais se prémunir. On le verra, son projet ne vise pas tellement à donner, par sa propre intervention, plus d'efficacité à une force de contestation et de révolte. Dès les premières manifestations de mars, il prend ses distances ou s'apitoie, regrette et réprouve. Il comprend – et à raison – que le mouvement lui-même ne peut aboutir, que le gouvernement est à l'abri des assauts ouvriers. Mais ce réalisme et cette sagesse iront au-delà de ce constat d'évidence : à peine formé, le P.O.B. dans son ensemble, est soucieux d'endiguer ou d'empêcher des initiatives où il ne découvre que tumulte, incohérence et sauvagerie »¹⁴⁶.

La presse et les événements de 1886

Après avoir passé en revue la littérature dans la partie précédente, cette partie est consacrée à l'analyse des journaux que nous avons sélectionnés : *Le Bien Public*, le *Journal de Bruxelles*, *L'Indépendance Belge*, *La Réforme* et *Le Peuple*. Cinq questions ont aiguillé notre analyse : 1° Comment le journal traite-t-il des événements de 1886 ? ; 2° Qu'analyse-t-il comme causes des événements ? ; 3° Comment mobilise-t-il ces événements comme une arme politique pour attaquer ses adversaires politiques ? ; 4° De quelle manière parle-t-il du peuple ? ; 5° Établit-il différentes catégories au sein des classes populaires ? Si oui, comment les distingue-t-il ? Comme nous l'observons dans les sections qui suivent, la frontière entre ces questions est plus que poreuse : ce faisant, pour chaque journal, nous nous sommes efforcés d'adapter la structure de notre texte afin de synthétiser au mieux l'analyse des différents organes.

Le Bien Public

Le traitement des événements de 1886 par *Le Bien Public* revêt quatre grandes caractéristiques. *Primo*, ces épisodes sont d'abord perçus comme des atteintes à un ordre social et économique qu'il serait illégitime de vouloir remettre en question. Ainsi, dès le 20 mars, les ultramontains s'exclament : « Nous aimons à croire qu'il n'est pas en Belgique une seule autorité, sincèrement désireuse du maintien de l'ordre public »¹⁴⁷. *Secundo*, le champ lexical de la peur est omniprésent : par exemple, une dépêche porte que « l'inquiétude est grande ; on craint la venue des grévistes de tous côtés »¹⁴⁸ ; ailleurs, il est question de « dévastation », de situation « terrible » ou de « ravages encore plus terribles »¹⁴⁹. D'ailleurs, les ultramontains avouent eux-

¹⁴⁶ *Ibid.*, pp. 62-63.

¹⁴⁷ *Le Bien Public*, 20 mars 1886.

¹⁴⁸ *Le Bien Public*, 29 mars 1886.

¹⁴⁹ *Le Bien Public*, 27 mars 1886.

mêmes, quoiqu'implicitement, leur inquiétude : démentant de prétendus débordements à Anvers, ils reconnaissent que « les évènements de Charleroi nous font voir du rouge partout »¹⁵⁰. *Tertio*, *Le Bien Public* semble accorder beaucoup plus d'importance aux destructions matérielles qu'aux grévistes abattus par l'armée. Ainsi, à la suite des deux fusillades mortelles de Roux, les morts sont rapportés comme suit : « il y a un grand nombre de morts et de blessés ». Alors que dans les mêmes éditions, on compte plusieurs dizaines de lignes se lamentant sur la destruction des usines Baudoux¹⁵¹. A cet égard, il est intéressant de constater que lorsque des termes comme « carnage » ou « atroce »¹⁵² sont employés, c'est pour décrire des dégâts matériels. *Quarto*, *Le Bien Public* se saisit amplement des évènements de 1886 afin de critiquer ses adversaires politiques : les socialistes et les libéraux. D'une part, dans les titres et les chapeaux de ses articles, le journal ultramontain incrimine souvent la gauche : par exemple, « émeute anarchiste à Liège », « désordres socialistes », « manifestation anarchiste à Liège », « explosion anarchiste », « l'échauffourée démagogique de Liège », « troubles socialistes à Liège », « la terreur socialiste »¹⁵³. D'autre part, comme nous l'abordons dans le paragraphe suivant, les ultramontains placent au premier rang des causes des évènements de 1886 l'influence politique des libéraux et des socialistes. Fortement instrumentalisés politiquement, ces épisodes servent notamment au *Bien Public* pour discréditer les objectifs des progressistes, comme le suffrage universel :

« La souveraineté [populaire, au travers du suffrage universel], pour s'exercer sérieusement et avec fruit, doit être éclairée et responsable [...] Appelez-la dans l'arène des luttes politiques, et vous déclenchez aussitôt la guerre sociale ! »¹⁵⁴

Selon *Le Bien Public*, les libéraux – doctrinaires comme radicaux – sont les premiers responsables des débordements étant donné qu'ils ont détourné les classes populaires de la religion : « Il est superflu de montrer combien ceux qui ont travaillé à affranchir l'ouvrier de la salutaire influence de la religion, ont une lourde part de responsabilité dans la fermentation révolutionnaire dont nous sommes témoins »¹⁵⁵. Ainsi, les ultramontains pointent « les responsabilités du libéralisme dans la démoralisation des classes ouvrières »¹⁵⁶. Outre cette dernière, *Le Bien Public* accuse également les libéraux – en particulier les radicaux de *La Réforme* – d'encourager les émeutes, le vandalisme et les destructions de toute nature¹⁵⁷. Si le journal catholique met également en cause la responsabilité des socialistes, il se plaît régulièrement à rappeler que le socialisme ne serait que l'enfant du libéralisme. Ainsi, les ultramontains présentent une généalogie de leur cru : « Le socialisme et l'anarchie, enfantés

¹⁵⁰ *Le Bien Public*, 29 mars 1886.

¹⁵¹ *Le Bien Public*, 28 et 29 mars 1886.

¹⁵² *Le Bien Public*, 27 et 30 mars 1886.

¹⁵³ *Le Bien Public*, 19, 20, 22, 24 et 29 mars 1886.

¹⁵⁴ *Le Bien Public*, 20 mars 1886.

¹⁵⁵ *Le Bien Public*, 20 mars 1886.

¹⁵⁶ *Le Bien Public*, 26 mars 1886.

¹⁵⁷ Par exemple, *Le Bien Public*, 22, 23, 29 et 30 mars 1886, 2 avril 1886.

par le radicalisme, lequel a le libéralisme doctrinaire pour père »¹⁵⁸. Le libéralisme serait donc responsable de « pousser [...] le peuple, l'ouvrier, hors des voies de la civilisation chrétienne pour le ramener à la barbarie »¹⁵⁹. Si les libéraux sont considérés, moralement au moins, comme les premiers responsables, les socialistes sont également visés. Par exemple, la propagande socialiste est rendue responsable « d'exciter le peuple à la révolution » et de l'inciter au pillage¹⁶⁰. Les « meneurs du socialisme » auraient également « criminellement trompé l'ouvrier en l'excitant, au milieu d'une crise intense, contre l'*infâme capital* »¹⁶¹. Représenté comme le joyau du « travail révolutionnaire qui se poursuit incessamment avec une indomptable persévérance sous nos pieds »¹⁶², le *Catéchisme du Peuple* – « écrit abominable, contenant des excitations odieuses »¹⁶³ – ferait d'Alfred Defuisseaux un des grands responsables moraux des événements de 1886.

Enfin, le journal ultramontain décrit une image très marquée du peuple. Dans sa vision, les classes populaires sont d'abord conçues comme passives et enclines à se laisser emporter à la moindre « excitation » : ainsi, *Le Bien Public* se fait une mission de protéger ces « malheureux égarés contre leurs propres excès »¹⁶⁴. Sans s'en étonner, il se désole de l'influence des journaux progressistes : « Quoi d'étonnant que des ouvriers peu instruits, enclins à tant de préjugés, se laissent séduire et s'insurgent ? »¹⁶⁵. Ensuite, les deux suspicions décrites par Jean Neuville sont présentes dans les colonnes du *Bien Public*. La suspicion de criminalité s'affirme sans détour : « Le pillage semble d'ailleurs être le principal mobile des grévistes »¹⁶⁶. En ce qui concerne la suspicion de minorité, le journal ultramontain ne dissimule pas plus sa vision :

« Si trop d'ouvriers se sont laissé entraîner par de funestes conseils et par de coupables excitations, ce n'est point parce qu'ils ne savaient pas lire, *c'est bien plutôt parce qu'ils ont lu ce qu'ils ne devaient pas lire*. Avec sa crédulité native, avec ses préventions obstinées, avec ses entraînements et avec ses enthousiasmes irréfléchis, le peuple est, somme toute, un grand enfant, et comme tous les enfants, il a besoin que tout au moins une autorité morale vienne le guider dans ses lectures. »¹⁶⁷

La caractéristique centrale de la vision du peuple du *Bien Public* réside dans la partition des classes populaires en deux groupes distincts : les ouvriers catholiques, calmes et résignés d'un côté, et les ouvriers passés au socialisme, toujours enclins à devenir des sauvages, de l'autre côté. L'organe catholique affirme ainsi que « ce ne sont pas les ouvriers chrétiens, dociles à l'Église, fidèles à la pratique de la religion, qui se sont enrôlés dans les sinistres légions du socialisme révolutionnaire »¹⁶⁸. Il y a donc les « infortunés » – « des familles entières qui n'ont

¹⁵⁸ *Le Bien Public*, 29 mars 1886. Voir aussi 23 mars et 2 avril 1886.

¹⁵⁹ *Le Bien Public*, 29 mars 1886.

¹⁶⁰ *Le Bien Public*, 22 mars 1886.

¹⁶¹ *Le Bien Public*, 31 mars 1886.

¹⁶² *Le Bien Public*, 22 mars 1886.

¹⁶³ *Le Bien Public*, 27 mars 1886.

¹⁶⁴ *Le Bien Public*, 20 mars 1886.

¹⁶⁵ *Le Bien Public*, 22 mars 1886.

¹⁶⁶ *Le Bien Public*, 31 mars 1886.

¹⁶⁷ *Le Bien Public*, 5 avril 1886.

¹⁶⁸ *Le Bien Public*, 2 avril 1886. Voir aussi 24 mars 1886.

rien de commun avec les grévistes. A peine vêtus, pâles, haves et loqueteux » - qui vont quémander un peu de nourriture auprès des prêtres¹⁶⁹ : ce sont les « bons pauvres ». Cette partie du peuple est bonne car restée dans le giron de l'Église : cette Église qui « inculque au peuple le respect de l'autorité et de la propriété [et] lui prêche la patience et la résignation à l'inévitable inégalité des conditions sociales »¹⁷⁰. Et puis, il y a les « mauvais pauvres »¹⁷¹, les « vandales socialistes »¹⁷² qui se font grévistes et émeutiers et qui réclament le « redressement de [leurs] griefs » par le « pillage » et « l'incendie »¹⁷³. A leur rencontre, *Le Bien Public* lance des anathèmes en déployant les champs lexicaux de la sauvagerie, de la barbarie, de la haine et de l'ivrognerie : « Ils ont terminé par des actes de sauvages »¹⁷⁴ ; « La surexcitation est grande. On rencontre beaucoup d'ivrognes »¹⁷⁵ ; « [...] en donnant à leurs haines et à leurs jalousies la forme brutale de l'émeute »¹⁷⁶ ; « Le peuple doit être civilisé et il ne peut l'être que par l'idée chrétienne »¹⁷⁷ ; « La bande de pillards en délire est maîtresse du terrain et a des instincts féroces »¹⁷⁸ ; « Mais aujourd'hui que la haine qui, lentement, s'était amassée dans leurs cœurs sous l'empire de ces excitations »¹⁷⁹. En fait, cette division manichéenne établie au sein du peuple par *Le Bien Public* traduit le rôle qu'elle assigne à la religion : rendre les classes populaires dociles, résignées à accepter leur sort comme relevant de la plus stricte normalité. Autrement dit, selon nous, *Le Bien Public* perçoit d'abord le catholicisme comme un moyen de discipliner le peuple : nous émettons l'hypothèse qu'un pareil dévoiement de cette religion traduit – mieux encore que les autres éléments que nous avons relevés – la peur du peuple qui habite les rédacteurs du journal ultramontain. Enfin, cet appel à la résignation – combiné au fait que la misère n'est jamais envisagée comme une des causes des événements de 1886 – traduit une tendance sociale plus profonde au XIX^e siècle relevée en ces mots par Jean Neuville : « L'indigence réelle, authentique, continue à être considérée par bon nombre de gens comme une composante normale à la vie sociale »¹⁸⁰.

Journal de Bruxelles

Avec le second titre d'obédience catholique que nous analysons, le traitement des événements de 1886 du conservateur *Journal de Bruxelles* partage de nombreuses similitudes avec celui de

¹⁶⁹ *Le Bien Public*, 2 avril 1886.

¹⁷⁰ *Le Bien Public*, 24 mars 1886.

¹⁷¹ Notons que cette division entre un bon peuple chrétien, docile et obéissant et une plèbe socialiste, impie et sauvage recoupe partiellement la division entre les paysans et les ouvriers des industries lourdes. Par exemple, *Le Bien Public*, 31 mars 1886.

¹⁷² *Le Bien Public*, 22 mars 1886.

¹⁷³ *Le Bien Public*, 4 avril 1886.

¹⁷⁴ *Le Bien Public*, 27 mars 1886. Voir aussi 23 et 25 mars 1886.

¹⁷⁵ *Le Bien Public*, 22 mars 1886. Voir aussi 28 et 29 mars 1886.

¹⁷⁶ *Le Bien Public*, 24 mars 1886.

¹⁷⁷ *Le Bien Public*, 22 mars 1886.

¹⁷⁸ *Le Bien Public*, 29 mars 1886.

¹⁷⁹ *Le Bien Public*, 1^{er} avril 1886.

¹⁸⁰ NEUVILLE, Jean, *La condition ouvrière au XIX^e siècle. Tome 2, op. cit.*, p. 87.

l'ultramontain *Bien Public* : ce faisant, nous reprendrons en grande partie la structure de la section précédente. Reprenons nos quatre grandes caractéristiques. *Primo*, les événements de 1886 sont d'abord abordés sous l'angle du respect de l'ordre et de la propriété : ainsi, dans l'esprit du *Journal de Bruxelles*, « la légitime défense de l'ordre, de la propriété attaquée et du droit violé » justifie la répression la plus dure et l'imposition du « respect » par la force¹⁸¹. *Secundo*, le langage de la peur est récurrent : par exemple, « le péril politique qui résulte de l'effervescence socialiste » ou « la terreur [jetée] dans tous les villages »¹⁸². *Tertio*, à l'instar du *Bien Public*, le *Journal de Bruxelles* écrit beaucoup plus de lignes pour détailler les dégâts matériels infligés au capital qu'il n'en consacre à parler des nombreux morts et blessés du fait de la répression¹⁸³. De la même manière, lorsque le terme « carnage » est utilisé, c'est pour constater les dégâts infligés aux usines par les grévistes¹⁸⁴. *Quarto*, en ce qui concerne l'instrumentalisation politique des événements, les similitudes sont très fortes entre les deux titres catholiques : d'une part, au niveau de leur manière de qualifier les événements¹⁸⁵. D'autre part, le *Journal de Bruxelles* estime également que l'influence des libéraux et des socialistes représente la première cause des événements de 1886.

Si le journal conservateur incrimine la propagande socialiste – notamment en pointant l'influence néfaste du *Catéchisme du Peuple*¹⁸⁶ –, il met quantitativement plus en cause les libéraux que son collègue ultramontain. A cet égard, nous remarquons que, tandis que *Le Bien Public* critique plusieurs organes libéraux différents, les attaques quotidiennes du *Journal de Bruxelles* sont presque exclusivement dirigées vers *La Réforme*¹⁸⁷. Il est notamment reproché aux radicaux d'avoir œuvré à la déchristianisation du peuple, un peuple qui perdrait tout repère moral dès lors qu'il déserte l'Église :

« Quand la foi chrétienne et catholique est chassée de l'âme du peuple, c'est l'athéisme matérialiste qui l'y remplace. L'ouvrier alors ne connaît plus le devoir, il ne poursuit plus que la satisfaction brutale de ses appétits. »¹⁸⁸

La presse radicale se voit également déclarée coupable d'incitations aux pillages et aux émeutes : « cette inqualifiable attitude des radicaux et de leur presse, qui se font ainsi directement les courtisans et indirectement les complices de l'émeute »¹⁸⁹.

Bien que certaines différences soient à signaler, la vision générale du peuple est globalement identique chez *Le Bien Public* et chez le *Journal de Bruxelles*. Tout d'abord, les classes populaires seraient passives et se laisseraient emporter aux premières « excitations à la révolte »

¹⁸¹ *Journal de Bruxelles*, 28 et 29 mars 1886. Voir aussi 2 et 4 avril 1886.

¹⁸² *Journal de Bruxelles*, 22 et 25 mars 1886. Voir aussi 21 et 24 mars.

¹⁸³ *Journal de Bruxelles*, 28 mars 1886.

¹⁸⁴ *Journal de Bruxelles*, 30 mars 1886.

¹⁸⁵ Par exemple, il est question de « troubles », d'« émeute » ou de « désordres » socialistes. *Journal de Bruxelles*, 19, 21, 23, 24 mars 1886.

¹⁸⁶ *Journal de Bruxelles*, 27 mars 1886.

¹⁸⁷ *Journal de Bruxelles*, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29 et 30 mars 1886, 1^{er} avril 1886.

¹⁸⁸ *Journal de Bruxelles*, 22 mars 1886. Voir aussi 2 avril 1886.

¹⁸⁹ *Journal de Bruxelles*, 28 mars 1886.

venues¹⁹⁰. Ensuite, le peuple est également frappé par la suspicion de criminalité¹⁹¹ et la suspicion de minorité. Concernant la seconde, il est ainsi présenté comme un ensemble d'individus incapables de percevoir la réalité, même celle qu'il observe directement :

« [La Réforme] au lieu de favoriser le trouble en criant aux ouvriers qu'on les affame et qu'on les assassine, ferait œuvre courageusement démocratique en usant de l'influence qu'[elle] peut avoir sur les ouvriers pour les éclairer et les apaiser [...] Nos radicaux [...] devraient employer leur effort à dissiper les erreurs économiques qui hantent l'esprit du peuple. »¹⁹²

Puis, comme dans les colonnes du *Bien Public*, on trouve deux peuples nettement distincts : le bon peuple resté catholique et puis une caste de « démagogues socialistes et [...] anarchistes »¹⁹³. D'un côté, il y a ceux qui, à l'instar des travailleurs agricoles (entre autres), acceptent de travailler « durement » et « longtemps » même pour un faible salaire et qui, en plus, sont résignés¹⁹⁴. La résignation ouvrière est ainsi encouragée par le *Journal de Bruxelles* : ainsi, tout en critiquant les propos de *La Réforme*, il argue que, si les radicaux aimaient sincèrement les ouvriers, ils « prêcherai[en]t la paix, l'ordre, la patience aux ouvriers, en leur expliquant la situation générale du monde économique, à l'heure actuelle, et l'état particulier de notre industrie charbonnière »¹⁹⁵. D'un autre côté, on trouve les ouvriers qui, n'acceptant pas de se résigner, se font grévistes. Ces derniers se voient alors décrits sous le vocabulaire de la sauvagerie¹⁹⁶ ou de l'ivrognerie¹⁹⁷.

Au-delà des nombreux points communs entre le *Journal de Bruxelles* et son homologue ultramontain, certaines différences sont notables. D'abord, le journal conservateur constate que la condition ouvrière de la fin du XIX^e siècle trouve en partie sa source dans l'ordre économique : il met notamment en cause la dissolution des corporations et, son corollaire, la « liberté du travail » qui auraient produit « un peuple ouvrier désagrégé, sans lien et semblable à une poussière humaine »¹⁹⁸. Par ailleurs, l'insuffisance des salaires et le chômage sont même envisagés comme une des sources de la violence de grévistes. Cependant, même si ses causes sont « explicables », le *Journal de Bruxelles* maintient que cette violence demeure « inexcusable »¹⁹⁹. En effet, comment les conservateurs pourraient-ils accepter que la misère justifie la violence étant donné que la misère est une chose naturelle ? « S'il y a des malheureux en ce monde, ce n'est pas notre faute, et [...] la nature y est pour quelque chose »²⁰⁰. Enfin, dernière différence notable, le *Journal de Bruxelles* introduit parfois des nuances sur des thématiques où les ultramontains demeurent implacables : « Car les désordres et les

¹⁹⁰ *Journal de Bruxelles*, 24 mars 1886. Voir aussi 29 et 30 mars 1886.

¹⁹¹ Par exemple, *Journal de Bruxelles*, 25 mars 1886.

¹⁹² *Journal de Bruxelles*, 28 mars 1886. Voir aussi 24 mars 1886.

¹⁹³ *Journal de Bruxelles*, 30 mars 1886.

¹⁹⁴ *Journal de Bruxelles*, 26 mars 1886.

¹⁹⁵ *Journal de Bruxelles*, 26 mars 1886.

¹⁹⁶ Par exemple, *Journal de Bruxelles*, 23, 27 et 28 mars 1886.

¹⁹⁷ Par exemple, *Journal de Bruxelles*, 25, 28, 29 et 30 mars 1886.

¹⁹⁸ *Journal de Bruxelles*, 22 mars 1886.

¹⁹⁹ *Journal de Bruxelles*, 2 avril 1886.

²⁰⁰ *Journal de Bruxelles*, 30 mars 1886. Voir aussi 4 avril 1886.

dévastations de Charleroi sont le fait, en somme, d'une très petite minorité d'ouvriers »²⁰¹ ; « Sans doute, parmi les grévistes, il est des malheureux égarés, qui peuvent avoir conservé heureusement leur foi religieuse »²⁰².

L'Indépendance Belge

Exception faite de l'orientation philosophique libérale de *L'Indépendance Belge*, son récit des événements de 1886 partage de très nombreuses similitudes avec ceux de ses confrères catholiques. Ce faisant, aux fins de cette section, nous empruntons la structure des deux précédentes. *Primo*, à l'analyse du traitement des événements de 1886 que réalise *L'Indépendance Belge*, une préoccupation est particulièrement omniprésente : le maintien de l'ordre et le respect de la propriété. Le leitmotiv du journal doctrinaire peut ainsi être résumé par ce slogan : « Il faut que force reste à la loi »²⁰³. Cette obsession a pour corollaire une présomption – presque irréfragable – quant à la nécessité absolue de la répression la plus expéditive. Notons que, parfois, cette présomption est anticipée et se mélange avec une suspicion de criminalité à l'endroit du peuple : « Qu'arriverait-il en présence de semblables manifestations, de l'esprit qui anime les fauteurs de désordres, si les mesures les plus énergiques n'étaient pas prises pour réprimer les excès auxquels on pourrait s'attendre ? »²⁰⁴. *Secundo*, si durant les événements liégeois les colonnes de *L'Indépendance Belge* ne sont pas particulièrement alarmistes, le ton change sensiblement dès lors que les faits hennuyers commencent à être connus. Ainsi, à partir du 27 mars 1886, le champ lexical de la peur se déploie : par exemple, « la journée d'aujourd'hui s'annonce beaucoup plus terrible »²⁰⁵ ; « Vous le voyez, c'est la guerre sociale, une guerre terrible faite par des gens qui ne craignent ni les coups, ni la mort »²⁰⁶. *Tertio*, le traitement des morts est similaire – à une nuance près²⁰⁷ – à celui du *Bien Public* et du *Journal de Bruxelles* : *L'Indépendance Belge* s'épanche durant plusieurs dizaines de colonnes sur les destructions matérielles mais ne consacre que quelques mots aseptisés pour parler des morts du fait de la répression²⁰⁸. *Quarto*, l'usage politique des événements de 1886 est nettement moins marqué chez les doctrinaires que chez leurs homologues catholiques. Néanmoins, les attaques politiques ne sont pas totalement absentes : le cas échéant, *L'Indépendance Belge* critique *La Réforme*, notamment sur sa prétention à parler

²⁰¹ *Journal de Bruxelles*, 1^{er} avril 1886.

²⁰² *Journal de Bruxelles*, 5 avril 1886.

²⁰³ *L'Indépendance Belge*, 28 mars 1886. Voir aussi 23, 25, 27, 29 et 30 mars 1886, 1^{er} avril 1886.

²⁰⁴ *L'Indépendance Belge*, 27 mars 1886.

²⁰⁵ *L'Indépendance Belge*, 27 mars 1886.

²⁰⁶ *L'Indépendance Belge*, 28 mars 1886.

²⁰⁷ La nuance étant qu'il arrive parfois que *L'Indépendance Belge* exprime de la compassion pour les victimes de la répression. Par exemple, *L'Indépendance Belge*, 31 mars 1886.

²⁰⁸ Par exemple, *L'Indépendance Belge*, 28 mars 1886.

au nom de la classe ouvrière²⁰⁹ ; pareil reproche est parfois aussi formulé à l'endroit des ultramontains²¹⁰.

Concernant les causes des événements de 1886, le journal doctrinaire incrimine certes des adversaires politiques mais il semble surtout que ça soit l'attitude et le caractère de certains ouvriers qui soient en cause. Du côté des causes politiques, *L'Indépendance Belge* souligne l'influence des socialistes – et spécifiquement « les excitations du *Catéchisme du Peuple* »²¹¹ – ainsi que de certains mouvements internationaux : selon l'organe libéral, le déclenchement initial des grèves ne serait pas tant lié à des raisons locales qu'à l'action « d'un mouvement anarchiste international »²¹². Au-delà de ces raisons politiques, les doctrinaires expliquent surtout les événements de 1886 au travers d'une certaine vision du peuple.

D'emblée, précisons que *L'Indépendance Belge* déploie largement le thème des « deux peuples »²¹³ que nous avons explicité ci-dessus : cependant, étant donné son orientation libérale, ce ne sont pas des motifs religieux qui justifient la division. La thématique de la résignation – même si elle n'a pas une origine religieuse – est néanmoins bien présente. D'un côté, il y a les ouvriers qui, passifs, souhaitent travailler et qui ne font grève que s'ils sont contraints par les menaces et la violence :

« La belle avance pour l'ouvrier si les magasins ne regorgeaient pas de richesses. Il ne suerait pas pour les produire, il n'aurait ni travail, ni salaire. En aurait-il moins faim ? Il est des ouvriers assez intelligents pour se faire ce raisonnement. »²¹⁴

« La plupart des ouvriers, grévistes par contrainte, se contentent de retourner chez eux, sans discussions ni protestations. »²¹⁵

Grand défenseur de la « liberté du travail », l'organe doctrinaire reconnaît – implicitement – lui-même que cette liberté ressemble à une fiction pour les ouvriers :

« Beaucoup d'ouvriers entraînés par les excitations des meneurs, mais qui comprennent combien des scènes comme celles qui viennent de se produire leur sont préjudiciables, qui sentent l'impérieuse nécessité de reprendre le travail pour donner du pain à leurs enfants, sont tout disposés à rentrer aux chantiers. Ils en sont malheureusement empêchés par d'autres ouvriers, subissant les funestes influences des meneurs et de certaine presse. »²¹⁶

D'un autre côté, il y a donc ces « meneurs » qui entraînent le reste des ouvriers à commettre des méfaits. *L'Indépendance Belge* leur attribue plusieurs caractéristiques. *Primo*, ils sont capricieux et déclenchent une grève dès lors qu'ils sont mécontents : « Quelques ouvriers du jour furent mécontents de la part qui leur revenait et excitèrent leurs camarades à refuser de

²⁰⁹ *L'Indépendance Belge*, 26 mars 1886. Voir aussi 22 et 30 mars 1886, 2 avril 1886.

²¹⁰ Par exemple, *L'Indépendance Belge*, 1^{er} avril 1886.

²¹¹ *L'Indépendance Belge*, 27 mars 1886.

²¹² *L'Indépendance Belge*, 25 mars 1886. Voir aussi 29 mars 1886.

²¹³ *L'Indépendance Belge*, 25, 26 et 31 mars 1886.

²¹⁴ *L'Indépendance Belge*, 22 mars 1886.

²¹⁵ *L'Indépendance Belge*, 27 mars 1886.

²¹⁶ *L'Indépendance Belge*, 28 mars 1886. Voir aussi 30 mars 1886.

descendre. Voilà l'origine de la grève qui va peut-être s'étendre dans tout le bassin et y faire beaucoup de mal »²¹⁷. *Secundo*, ils sont haineux : ainsi, si le journal doctrinaire reconnaît que la misère a pu jouer un rôle dans le déclenchement des grèves et des émeutes, il insiste davantage sur l'influence de la haine : « [...] mais il y a aussi le problème de l'envie, de la haine la plus basse, et non pas seulement de la haine que le riche inspire au pauvre, mais de la haine entre ouvriers »²¹⁸. *Tertio*, ce peuple émeutier – cette plèbe – est également décrit au travers du vocabulaire de la sauvagerie et de l'ivrognerie²¹⁹ : « faire appel aux plus mauvais sentiments des masses »²²⁰, « [...] les enragés, se démenant comme des diables, faisaient le pillage du château [...] »²²¹, « les actes de sauvagerie commis à Charleroi »²²². *Quarto*, la plèbe est présentée comme réfractaire à toute forme de progrès technique : d'où le fait que les établissements Baudoux aient été la cible prioritaire des grévistes : « C'est tout simplement un épisode de la lutte du progrès industriel contre la routine et l'ignorance »²²³. Enfin, de manière certes moins prononcée que ses homologues catholiques, la vision du peuple que prône *L'Indépendance Belge* contient des propos autour de l'ignorance et de l'inconscience qui, selon nous, relèvent de la suspicion de minorité : par exemple, « pousser à des excès coupables des masses ignorantes et aveugles »²²⁴ ; « Jamais, aux plus beaux jours de la Commune, on n'avait vu incendie plus sinistre, car ce que ces aveuglés brûlaient ici, c'était leur pain, leur existence »²²⁵.

La Réforme

D'une façon générale, la manière dont *La Réforme* aborde les événements de 1886 se distingue très fortement des trois journaux conservateurs que nous avons abordés ci-dessus. Tout d'abord, il est nécessaire de distinguer la phase liégeoise et la phase hennuyère étant donné que le traitement qu'en font les radicaux est sensiblement différent. D'une part, aussi déplorables qu'ils soient du point de vue de *La Réforme*, les débordements du 18 mars 1886 à Liège sont appréhendés comme des actes isolés de « sauvageries méchantes et stupides » commis par « quelques violents ou [...] quelques enfiévrés », mais qui ne représentent en rien un acte politique de la part des ouvriers ou du POB²²⁶. Les radicaux se montrent d'ailleurs très critiques de la manière dont les « réactionnaires » (catholiques et libéraux doctrinaires) se saisissent de ces événements pour attaquer le peuple et les « démocrates » (socialistes et

²¹⁷ *L'Indépendance Belge*, 27 mars 1886. Voir aussi 28 mars 1886.

²¹⁸ *L'Indépendance Belge*, 1^{er} avril 1886.

²¹⁹ Par exemple, *L'Indépendance Belge*, 28 et 29 mars 1886.

²²⁰ *L'Indépendance Belge*, 21 mars 1886.

²²¹ *L'Indépendance Belge*, 28 mars 1886.

²²² *L'Indépendance Belge*, 29 mars 1886. Voir aussi 23, 24 et 27 mars 1886.

²²³ *L'Indépendance Belge*, 1^{er} avril 1886. Voir aussi 28 mars 1886.

²²⁴ *L'Indépendance Belge*, 1^{er} avril 1886.

²²⁵ *L'Indépendance Belge*, 28 mars 1886.

²²⁶ *La Réforme*, 21 mars 1886. Voir aussi 20, 22 et 26 mars 1886.

libéraux radicaux)²²⁷. En ce qui concerne le traitement des grèves qui se propagent dans le bassin liégeois à partir du 19 mars 1886, *La Réforme* défend farouchement les ouvriers et accuse les pouvoirs publics d'être responsables de l'agitation et des violences. Son leitmotiv étant que le déploiement massif de l'armée qui s'opère est disproportionné et qu'il va nettement aggraver la situation :

« On se livre à un prodigieux déploiement de forces militaires et de consignes inutiles ou excessives qui vont enserrer tout le pays industriel de Liège et multiplier, dans un milieu devenu inflammable, les occasions d'irritation et de conflit. »²²⁸

Remarquons également que l'organe radical utilise le champ lexical de la sauvagerie pour qualifier l'action des forces de l'ordre : « Mais déjà la grève se généralise, et l'on peut s'attendre à de nouvelles scènes de sauvagerie du genre de celle de Tilleur, pour aboutir finalement à un massacre »²²⁹. Par ailleurs, on observe une sévère critique des « barons de la féodalité industrielle »²³⁰ qui tenteraient d'ajouter une « dictature politique et militaire » à « leur dictature économique »²³¹. D'autre part, le ton du journal change sensiblement une fois les événements de Charleroi connus. Les nouvelles se font plus alarmistes et le vocabulaire de la peur se déploie : « c'est la guerre sociale avec toutes ses horreurs », « des dévastations véritables effrayantes »²³². *La Réforme*, changeant son fusil d'épaule quant à la nécessité d'un important déploiement militaire, regrette l'incapacité des forces de l'ordre à faire cesser les destructions d'usines ; elle en profite d'ailleurs pour tancer le gouvernement sur ses erreurs stratégiques : « Et les troupes, qui ont été inutilement et sottement massées dans le bassin de Liège, où il n'y avait rien, sont impuissantes à arrêter ces ravages »²³³. Malgré ces commentaires, nous observons dans les paragraphes qui suivent que les radicaux n'abandonnent pas pour autant leur défense des ouvriers. Selon nous, les événements de 1886 ont ainsi placé les libéraux de *La Réforme* dans une position ambivalente entre sollicitude sincère pour les classes populaires et défense de principe de la propriété.

Ensuite, la vision du peuple de *La Réforme* diffère fortement de celle des « réactionnaires ». Certes les radicaux déploient, eux aussi, parfois le champ lexical de la sauvagerie : « On est épouvanté de ce sauvage instinct de dévastation qui s'est tout à coup emparé d'eux et a accumulé tant de ruines ! », « La passion aveuglément déchainée peut seule expliquer ces violences »²³⁴. Mais une différence fondamentale réside dans le fait que, contrairement aux organes conservateurs, cette sauvagerie n'est pas une caractéristique intrinsèque aux classes ouvrières (ou à ses fractions grévistes). En effet, et c'est là un thème fondamental de *La Réforme*, la violence et la destruction auxquelles se sont livrés certains grévistes trouveraient

²²⁷ *La Réforme*, 20, 21, 22 et 25 mars 1886.

²²⁸ *La Réforme*, 22 mars 1886. Voir aussi 21, 23, 24, 25, 26 et 27 mars 1886.

²²⁹ *La Réforme*, 23 mars 1886.

²³⁰ *La Réforme*, 25 mars 1886.

²³¹ *La Réforme*, 24 mars 1886.

²³² *La Réforme*, 28 et 29 mars 1886.

²³³ *La Réforme*, 27 mars 1886. Voir aussi 28 et 29 mars 1886.

²³⁴ *La Réforme*, 28 et 31 mars 1886. Voir aussi 27, 29 et 30 mars 1886.

leur unique source dans la condition misérable des ouvriers²³⁵. Parmi les dizaines de citations pertinentes, quelques-unes sont particulièrement représentatives de la position des radicaux :

« Mais est-il possible d'oublier que ces sauvages, que ces pillards, ces incendiaires étaient hier d'honnêtes et courageux ouvriers, âpres à la peine [...] Ce n'est que lorsque le pain a manqué qu'ils ont écouté la voix du désespoir. »²³⁶

« Nul ne conteste plus que la grève et les actes déplorables de vandalisme qui l'ont signalée n'aient eu pour cause unique l'effroyable détresse qui pèse sur les travailleurs. La chimère du complot anarchiste s'est évanouie [...] Il n'y a point eu de complot, il n'y a point eu de volonté criminelle ; le seul, le grand coupable c'est la misère. »²³⁷

A plusieurs reprises, expliquant que parmi les grévistes s'étant livrés à des actes de vandalisme, on comptait de nombreux houilleurs, *La Réforme* défend que les mineurs soient particulièrement déçus physiquement, moralement et intellectuellement par leurs conditions de vie et de travail²³⁸. Par ailleurs, si la condition misérable des ouvriers permet d'expliquer les débordements, l'organe radical est également très clair sur la cause de ladite condition :

« Le peuple en général, écrasé par les coteries dominantes et plongé dans une ignorance honteuse, - surtout pour ses gouvernants, - est resté inerte et presque sans espoir. Mais il est arrivé un moment où la misère a poussé les misérables à la révolte, et maintenant nous les voyons à l'œuvre, ces barbares dont la barbarie est l'œuvre de nos maîtres. »²³⁹

Ainsi, *La Réforme* l'affirme sans ambages, l'inaction en matière de réformes sociales des catholiques et des doctrinaires les rend, au moins partiellement, responsables de la misère ouvrière :

« [...] les deux coteries de privilégiés qui se succèdent au pouvoir n'ont rien fait pour le peuple, et l'ont laissé croupir dans l'ignorance, la sauvagerie, la misère, qui, au moindre trouble, remontent à la surface de la société et montrent par des scènes semblables à celle d'hier sur quel abîme d'iniquités et de barbarie elle reste édifiée. »²⁴⁰

Enfin, tout au long de la période étudiée, *La Réforme* est constante sur les trois moyens d'améliorer la condition ouvrière qu'elle privilégie. *Primo*, les radicaux insistent sur la nécessité pour les ouvriers de constituer des organisations politiques et syndicales fortes afin de pouvoir s'émanciper²⁴¹. Une forte organisation de la classe ouvrière permettrait également de limiter les risques de débordements en créant une solide « discipline ouvrière »²⁴². *Secundo*, en rendant responsables les catholiques et les libéraux doctrinaires, les radicaux font directement le procès du suffrage censitaire : « C'est aussi la loi électorale qui condamne la classe ouvrière à l'impuissance de faire connaître ses aspirations et de mettre en lumière les souffrances qui

²³⁵ *La Réforme*, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 31 mars 1886, 2, 5 et 7 avril 1886.

²³⁶ *La Réforme*, 5 avril 1886.

²³⁷ *La Réforme*, 5 avril 1886.

²³⁸ *La Réforme*, 24 et 31 mars 1886, 2 avril 1886.

²³⁹ *La Réforme*, 29 mars 1886.

²⁴⁰ *La Réforme*, 20 mars 1886. Voir aussi 21 et 27 mars 1886.

²⁴¹ *La Réforme*, 25, 27 et 30 mars 1886, 1^{er} avril 1886.

²⁴² *La Réforme*, 1^{er} avril 1886. Voir aussi 2 avril 1886.

l'accablent »²⁴³. Ainsi, même lors des événements carolorégiens, *La Réforme* continue à présenter le suffrage universel comme le meilleur moyen de résoudre la question sociale en permettant aux classes ouvrières d'exister politiquement²⁴⁴. *Tertio*, au travers d'une longue série d'articles sur le « rachat des charbonnages », l'organe radical défend l'importance de mettre en place des réformes économiques : en l'occurrence, la nationalisation des charbonnages, puis leur gestion par des groupements ouvriers²⁴⁵. D'après ce que nous venons de décrire, il apparaît que les événements de 1886 représentent un moment important pour le jeune « organe de la démocratie libérale » (créé en 1884) pour solidifier son programme réformiste visant à améliorer la condition ouvrière. Terminons en précisant que cette ligne réformiste s'observe également de son strict refus de la violence : « Les désordres de la rue ne peuvent que nuire à la cause de la révision de la Constitution et à la démocratie. Cette cause doit vaincre pacifiquement »²⁴⁶.

Le Peuple

Si le traitement des événements de 1886 que réalise *Le Peuple* diffère en tous points de celui des journaux conservateurs, d'importantes similitudes sont observables avec l'analyse de *La Réforme*. Ainsi, à l'instar de leurs collègues radicaux, les socialistes présentent les débordements liégeois du 18 mars 1886 comme des faits isolés commis par « quelques pauvres diables égarés »²⁴⁷ ; ils prennent également soin de préciser que le POB est totalement étranger à ces événements²⁴⁸. Puis, s'agissant des grèves dans le bassin de Liège, *Le Peuple* explique que les déploiements massifs des forces de l'ordre sont responsables des tensions et qu'ils constituent de violentes provocations à l'endroit des ouvriers²⁴⁹ :

« Ce déploiement de force était évidemment une provocation. Il fallait pousser la population à bout ; on n'a pas reculé devant des assassinats pour faire naître des échauffourées dont on aurait fait retomber toute la responsabilité sur les ouvriers en grève. On aurait alors agité le spectre révolutionnaire, la propagande en faveur du suffrage universel en aurait été la cause, et ainsi aurait été discrédité, auprès des timorés, ce principe de justice qui rencontre chaque jour de nombreux partisans. »²⁵⁰

En effet, pour l'organe socialiste, il est clair que le gouvernement et les grands patrons cherchent à provoquer les ouvriers afin que ceux-ci se laissent aller à commettre divers méfaits. Ces débordements seraient par la suite instrumentalisés pour déforcer l'action des groupes politiques ouvriers et démocrates :

²⁴³ *La Réforme*, 28 mars 1886. Voir aussi 27 mars 1886.

²⁴⁴ Par exemple, 27 et 29 mars 1886.

²⁴⁵ *La Réforme*, 28, 30 et 31 mars 1886, 1^{er}, 2, 3, 5, 6 et 7 avril 1886.

²⁴⁶ *La Réforme*, 28 mars 1886.

²⁴⁷ *Le Peuple*, 22 mars 1886. Voir aussi 21 mars 1886.

²⁴⁸ *Le Peuple*, 20 et 23 mars 1886.

²⁴⁹ *Le Peuple*, 24, 25 et 27 mars 1886.

²⁵⁰ *Le Peuple*, 27 mars 1886.

« Le gouvernement et les patrons, c'est visible, incontestable, cela saute aux yeux de tout le monde, veulent faire une saignée à la classe ouvrière. Ils veulent anéantir le mouvement ouvrier, jeter la terreur dans la classe ouvrière travailleuse en tuant quelques douzaines de mineurs, et essayer ainsi d'entraver la marche en avant de la démocratie socialiste. »²⁵¹

Analysant ainsi les desseins cachés des dirigeants politiques et économiques, *Le Peuple* appelle les ouvriers à tout faire pour conserver leur calme et, par là même, déjouer le plan des autorités :

« Nous avons pour devoir, nous socialistes, de les mettre en garde et de leur dire de ne pas s'abandonner à leur légitime colère. »²⁵²

« Eh bien, si dur que cela soit, il faut que nos mineurs rongent leur frein, ne se laissent pas emporter et ne fournissent pas au ministre de la guerre – bourreau à la solde des capitalistes – l'occasion de faire fusiller les grévistes par les troupiers, et d'essayer de noyer, dans le sang ouvrier, le mouvement d'émancipation qui réveille la classe laborieuse du pays entier. »²⁵³

Le 28 mars, alors que les fusillades meurtrières du Hainaut sont connues, le journal socialiste se désole : « Ils l'ont eu, nos gouvernants, le sang qu'ils désiraient ». Mais, sous la plume lyrique de Jean Volders, les socialistes ne s'arrêtent pas à cela et élèvent les victimes de la répression au rang de martyrs de la lutte pour l'émancipation ouvrière :

« Mais il faut aussi que ce sang-là féconde la moisson que le socialisme prépare. Qu'on ne l'oublie pas, camarades de la mine, de l'atelier et des champs : ceux qui tombent sont sacrifiés pour la cause sacrée des pauvres gens. Casquettes et chapeaux bas, compagnons, devant les cadavres couchés par terre à Liège, hier, à Charleroi, aujourd'hui. »²⁵⁴

Comme la citation susmentionnée l'illustre, *Le Peuple* montre beaucoup de compassion à l'égard des morts et des blessés. Cette sollicitude à l'endroit des grévistes s'exprime également par les champs lexicaux utilisés : ainsi, à la différence des quatre autres journaux étudiés, lorsqu'ils relatent la destruction des usines carolorégiennes, les socialistes parlent d'« ouvriers » et de « grévistes » et jamais de « sauvages », de « barbares » ou de « forcenés »²⁵⁵. D'après eux, on peut d'ailleurs mettre au crédit des grévistes de ne s'en être pris qu'à des biens matériels :

« Les grévistes, cependant, c'est une justice à leur rendre, s'ils s'attaquent aux propriétés, respectent généralement la vie de leurs semblables. Et on ne pourrait, certes, pas en dire autant des représentants de l'autorité, car celui qui a été envoyé par la Cour à Charleroi pour y rétablir la paix se sert de l'assassinat pour pacifier. »²⁵⁶

Soulignant ainsi une forme de modération des grévistes, les socialistes estiment la colère du peuple logique et légitime étant donné leurs conditions de vie miséreuses et les vexations qu'ils

²⁵¹ *Le Peuple*, 26 mars 1886.

²⁵² *Le Peuple*, 26 mars 1886.

²⁵³ *Le Peuple*, 26 mars 1886. Voir aussi 24, 25 et 27 mars 1886.

²⁵⁴ *Le Peuple*, 28 mars 1886.

²⁵⁵ *Le Peuple*, 28 mars 1886.

²⁵⁶ *Le Peuple*, 2 avril 1886.

subissent quotidiennement²⁵⁷. Ainsi, le thème de la misère de la classe ouvrière est très récurrent : par exemple, « [...] la foule ouvrière réduite à la misère, affamée par la classe capitaliste »²⁵⁸. Et, *in fine*, *Le Peuple* affirme que la misère est la seule chose à même d'expliquer les événements de Charleroi : « La véritable, la seule cause de ce qui s'est passé, c'est la misère et rien que la misère »²⁵⁹.

Pour l'organe socialiste, les responsables de cette misère, ce sont les grands bourgeois et les gouvernements catholiques et doctrinaires successifs qui affament et tuent le peuple dès qu'il ose protester contre sa condition²⁶⁰, *Le Peuple* rivalise ainsi d'expressions choc pour parler des « puissant barons du capital et [de] leurs acolytes du gouvernement »²⁶¹, deux catégories qui, pour les socialistes, forment un groupe uni par les mêmes objectifs :

« [...] les abominables êtres qui se sont enrichis au détriment de ceux qui travaillent, qui ont gouverné la Belgique pendant plus d'un demi-siècle pour eux, exclusivement pour eux, et qui voient la misère décimer les travailleurs et les faire souffrir, eux et leurs familles, sans rien faire pour les aider ! »²⁶²

« La force armée, mise par le gouvernement à la disposition des chefs d'industrie, terrorise, maltraite, assassine les travailleurs [...] »²⁶³

« Les assassins qui gouvernent la Belgique et qui font la besogne des grands industriels [...] »²⁶⁴

Présentés comme les fidèles suppôts du capital et du gouvernement, les journaux conservateurs subissent également les foudres du *Peuple* :

« C'est à qui emploiera les termes les plus méprisants, les injures les plus grossières, pour qualifier la conduite des grévistes, dont le seul tort est de n'avoir pas voulu accepter le mince salaire qu'on leur impose. Les prétentions des ouvriers n'ont rien que de très légitime, personne ne le contestera. Or, pour la presse bourgeoise, les grévistes sont des coquins bons tout au plus à être envoyés à la potence. »²⁶⁵

« Le mot d'ordre donné par les maîtres du capital est fidèlement observé. Il faut égarer l'opinion publique, tromper le pays sur la situation des ouvriers houilleux, s'efforcer par tous les moyens, si méprisables soient-ils, d'enlever aux malheureux la sympathie que l'on a généralement pour eux. »²⁶⁶

Mais comment régler les nombreuses questions que soulève *Le Peuple* ? Au cœur même des événements de 1886, les socialistes rappellent leur principal objectif politique : l'instauration du suffrage universel. Devant permettre à la classe ouvrière d'accéder légalement à l'appareil d'État, l'extension du droit de vote est présentée comme le meilleur – si ce n'est le seul – moyen d'améliorer le sort des classes populaires. Précisons que cette réaffirmation de l'importance du

²⁵⁷ Par exemple, *Le Peuple*, 26 mars 1886, 7 avril 1886.

²⁵⁸ *Le Peuple*, 25 mars 1886. Voir aussi 21, 22, 23, 24, 26, 27 et 28 mars 1886.

²⁵⁹ *Le Peuple*, 7 avril 1886. Voir aussi 5 avril 1886.

²⁶⁰ *Le Peuple*, 21, 24, 23, 25 et 26 mars 1886, 3 avril 1886.

²⁶¹ *Le Peuple*, 24 mars 1886.

²⁶² *Le Peuple*, 21 mars 1886.

²⁶³ *Le Peuple*, 25 mars 1886.

²⁶⁴ *Le Peuple*, 26 mars 1886.

²⁶⁵ *Le Peuple*, 27 mars 1886.

²⁶⁶ *Le Peuple*, 3 avril 1886.

suffrage universel va toujours de pair avec un refus de la violence, dans une stricte optique réformiste :

« Nous désirons, nous, une révolution pacifique, nous voulons au moyen du suffrage universel et de la loi reprendre à la bourgeoisie tout ce qu'elle a accaparé, tout ce qu'elle s'est approprié, tout ce qu'elle détient illégalement et qui appartient à tous. »²⁶⁷

« Il faut que l'ouvrier soit électeur, que le suffrage universel soit établi, ce suffrage qui permettra d'arriver à une révolution pacifique dans l'Etat, à donner à l'ouvrier, à sa femme et à ses enfants une position meilleure. »²⁶⁸

Conclusions

A l'issue de ce mémoire, deux conclusions se profilent. La première concerne le POB, sa doctrine et ses orientations stratégiques ; la seconde la classe ouvrière en tant qu'entité politique. Tout d'abord, nous montrons bien que tant le traitement des événements de 1886 que l'analyse de leurs causes et la vision du peuple divergent radicalement entre les trois journaux conservateurs (*Le Bien Public*, *Journal de Bruxelles* et *L'Indépendance Belge*) et les deux organes progressistes (*La Réforme* et *Le Peuple*). Chez les premiers, le peuple social doit être divisé en deux groupes : les ouvriers et les paysans calmes, obéissants et résignés, d'un côté, et les ouvriers, qui n'acceptent pas leur sort, se transforment en grévistes et en émeutiers, d'un autre côté. A l'endroit de cette plèbe, les journaux laissent libre cours aux champs lexicaux de la sauvagerie, de la barbarie ou encore de l'ivrognerie. Ainsi, ces journaux conservateurs perçoivent les émeutes commises par cette plèbe du point de vue des dominants décrit par Francis Dupuis-Déri : « l'émeute est définie comme un phénomène qui devrait entraîner logiquement une juste répression policière »²⁶⁹. Ce faisant, la vingtaine de morts du fait des manœuvres de l'armée semble bien peu de chose, dans la vision de ces organes, à côté de la nécessité d'assurer le maintien de l'ordre et la protection de la propriété. L'analyse des journaux catholiques et du quotidien doctrinaire témoigne aussi du fait que les suspicions de criminalité et de minorité sont des conceptions symboliques bien présentes dans leur vision conservatrice. A certains égards, on pourrait s'étonner d'une si grande congruence entre presse catholique et presse libérale doctrinaire, mais sur la question de la suspicion de minorité, cela n'étonne pas Jean Neuville : « sur le plan de la minorisation de l'ouvrier, il y avait accord entre les bourgeois »²⁷⁰. Du côté des progressistes, il semble que l'attention est avant tout portée vers un peuple qui est présenté comme écrasé économiquement et invisibilisé politiquement. Les grands patrons exploitent les ouvriers pour un salaire misérable, les politiciens catholiques et doctrinaires leur refusent toute réforme sociale et politique, et, lorsque le peuple se rebelle, l'État déploie toute

²⁶⁷ *Le Peuple*, 21 mars 1886.

²⁶⁸ *Le Peuple*, 27 mars 1886. Voir aussi 23 mars 1886.

²⁶⁹ DUPUIS-DÉRI, Francis, *La peur du peuple* (2^e éd.), op. cit., p. 219.

²⁷⁰ NEUVILLE, Jean, *La condition ouvrière au XIX^e siècle*. Tome 2, op. cit., pp. 19-20.

l'implacabilité de son appareil répressif. Bien que *La Réforme* n'abandonne pas son soutien à la classe ouvrière, on observe que, durant les événements de Charleroi notamment, la bourgeoisie radicale prend peur face à l'expression des violences populaires commises à l'encontre du capital : dans cette situation, bien qu'elle reconnaisse que la misère en est la cause, elle déploie tout de même le vocabulaire de la « sauvagerie ». Ce que, d'après notre analyse, *Le Peuple* ne fait jamais. A cet égard, l'asymétrie entre les propos du journal socialiste en 1886 et les propos que tiendront en 1903 Jules Destrée et Émile Vandervelde est frappante : jamais en 1886, il n'est question « de bêtes immondes » ou de « lie » de la société ; l'usage de pareil vocabulaire semble alors réservé à la bourgeoisie conservatrice. Si nous insistons sur cette différence d'une importance capitale pour notre analyse, nous ne sommes cependant pas en mesure d'expliquer son origine.

Ensuite, comme de nombreux auteurs l'ont signalé, si les événements de 1886 ont conduit le POB à renforcer sa ligne politique réformiste centrée autour de la conquête pacifique du suffrage universel et de la disciplinarisation de la classe ouvrière, nous posons que ce renforcement ne trouve pas sa source – *en première instance tout du moins* – dans la vision du peuple que le POB développe au cours des événements de 1886. En effet, loin de traduire une peur du peuple, les articles du *Peuple* dénotent une peur des autorités et des grands patrons. En effet, ce que les socialistes redoutent par-dessus tout, ce ne semble pas être la violence potentielle du peuple *en tant que telle* mais plutôt la manière dont les pouvoirs politiques et économiques pourraient profiter des explosions de colère des classes populaires afin de déforcer le mouvement ouvrier au travers d'une répression militaire, d'abord, puis politique et judiciaire ensuite. Ce faisant, nous posons que la volonté d'encadrer plus strictement le peuple au travers d'organisations politiques et syndicales provient en *premier lieu* de l'intuition, notamment développée dans *Le Peuple* durant les événements de 1886, selon laquelle l'organisation de la classe ouvrière représenterait le meilleur moyen pour diminuer l'efficacité des provocations des autorités envers les ouvriers. En réduisant le risque de « fautes » instrumentalisables par les catholiques et les doctrinaires, cette stratégie viserait la poursuite de la lutte pour le suffrage universel, présenté comme le meilleur moyen de garantir l'émancipation progressive des classes populaires. Dans cette perspective, le refus de la violence pourrait être interprété comme une variable plus stratégique que doctrinale. Nous ne prétendons évidemment pas répondre à cette question par notre seule analyse empirique, mais cette interrogation, posée au naissant POB, demeure centrale pour comprendre son évolution : le choix d'une stratégie strictement réformiste dès 1886 relève-t-il donc plus d'une position strictement pragmatique que d'une position de principe ou d'une construction idéologique cohérente ?

Enfin, la littérature a amplement souligné la manière dont les événements de 1886 ont permis de faire prendre conscience aux classes privilégiées de la réalité de la condition ouvrière. Mais nous aimerions aller un pas plus loin. Selon nous, les événements de 1886 sont plus qu'un

catalyseur de la « question sociale ». En reprenant les concepts de Francis Dupuis-Déri²⁷¹, nous posons qu'une partie du peuple social, en se transformant en plèbe émeutière et en s'attaquant à des industries motrices de la puissance économique belge – démontrant par là même à la fois sa capacité à user de violence et sa volonté de détruire des symboles de l'ordre économique qui l'opprime –, a permis aux classes populaires de devenir un peuple politique, *aux yeux* des catholiques et des libéraux doctrinaires. Cela pose la question de l'efficacité politique de la violence au cœur des événements du printemps 1886²⁷². En effet, sans la démonstration de sa capacité destructrice, il est probable que, aux yeux des dirigeants politiques et économiques belges, le peuple soit resté cette entité passive, corvéable et symboliquement négligeable qu'elle fut avant de s'insurger. Une ultime fois ?

²⁷¹ Cf. « Méthodologie ».

²⁷² En d'autres termes certes, Marcel Liebman s'est également positionné sur cette question. Cf. « Revue de littérature ».

Bibliographie

Ouvrages

BARTIER, John, *Libéralisme et socialisme au XIX^e siècle*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1981, 524 pages.

BERTRAND, Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome II*, Bruxelles, Dechenne, 1907, 692 pages.

BRUYERE, Lynn, CROSETTI, Anne-Sophie, FANIEL, Jean et SAGESSER, Caroline (dir.), *Piliers, dépillarisation et clivage philosophique en Belgique*, Bruxelles, CRISP, 2019, 288 pages.

DELSINNE, Léon, *Le Parti ouvrier belge des origines à 1894*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1955, 149 pages.

DELWIT, Pascal, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours* (4^e éd.), Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2022, 688 pages.

DELWIT, Pascal, *Le socialisme en Belgique (1885-2024). Origines, acteurs, développements*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2024, 672 pages.

DE PAEPE, Jean-Luc, « *La Réforme* », *organe de la démocratie libérale (1884-1907)*, Louvain, Éditions Nauwelaerts, 1972, 199 pages.

DESTREE, Jules et VANDERVELDE, Émile, *Le socialisme en Belgique* (2^e éd.), Paris, V. Giard & E. Brière, 1903, 498 pages.

DUPUIS-DÉRI, Francis, *La peur du peuple* (2^e éd.), Montréal, Lux Éditeur, 2021, 384 pages.

HALÉVY, Élie, *Histoire du socialisme européen*, Paris, Gallimard, 1974, 420 pages.

LIEBMAN, Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914)*, Bruxelles, Éditions Vie Ouvrière, 1979, 306 pages.

LIPSET, Seymour Martin and ROKKAN, Stein, "Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction", in LIPSET, Seymour Martin and ROKKAN, Stein (eds.), *Party Systems and Voter Alignments. Cross-National Perspectives*, New York, Free Press, 1967, 544 pages.

MABILLE, Xavier, *Nouvelle histoire politique de Belgique*, Bruxelles, CRISP, 2011, 460 pages.

NEUVILLE, Jean, *La condition ouvrière au XIX^e siècle. Tome 1* (2^e éd.), Bruxelles, Éditions Vie Ouvrière, 1976, 246 pages.

NEUVILLE, Jean, *La condition ouvrière au XIX^e siècle. Tome 2*, Bruxelles, Éditions Vie Ouvrière, 1977, 274 pages.

PIERSON, Marc-Antoine, *Histoire du socialisme en Belgique*, Bruxelles, Institut Émile Vandervelde, 1953, 256 pages.

PIRENNE, Henri, *Histoire de Belgique. Tome VII. De la révolution de 1830 à la guerre de 1914*, Bruxelles, Éditions Maurice Lamertin, 1948, 414 pages.

VAN CAMPENHOUDT, Luc, MARQUET, Jacques et QUIVY, Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales* (5^e éd.), Malakoff, Dunod, 2017, 384 pages.

Chapitres d'ouvrages

NIESSEN, Annie, « Analyser la littérature grise : Une méthodologie pour la recherche archivistique des discours institutionnels », in GRANDJEAN, Geoffrey et VLASSIS, Antonios (dir.), *Réaliser un travail scientifique. Instruments et processus en sciences politiques et sociales*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2023, pp. 41-56.

VAN KALKEN, Frans, « Les émeutes de 1886 » in VAN KALKEN, Frans, *Commotions populaires en Belgique (1834-1902)*, Bruxelles, Office de Publicité, 1936, pp. 75-121.

ZICMAN DE BARROS, Thomas, « Identité, jouissance et les potentialités démocratiques du populisme », in HOFFMANN, Christian et BIRMAN, Joël (dir.), *Une nouvelle lecture du populisme – Psychanalyse et politique*, Paris, Langage, 2019, pp. 79-115.

Articles scientifiques

BIARD, Benjamin, « Les partis frères en Belgique : les relations entre le PS et Vooruit », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2590-2591, 2024, 102 pages.

SZTEJNBERG, Maxime, « La fondation du Parti Ouvrier Belge et le ralliement de la classe ouvrière à l'action politique (1882-1886) », *International Review of Social History*, vol. 8, n° 2, 1963, pp. 198-215.

ZANATTA, Micheline, « La Commune. Réalités et mythes dans le milieu liégeois. 1871-1886 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 19, n° 2, 1972, pp. 173-186.

Journaux

Journal de Bruxelles, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 mars 1886, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 avril 1886.

La Réforme, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 mars 1886, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 avril 1886.

Le Bien Public, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 mars 1886, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 avril 1886.

Le Peuple, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 mars 1886, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 avril 1886.

L'Indépendance Belge, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 mars 1886, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 avril 1886.

Autres

ABS, Robert, « BERTRAND (Louis-Phillipe) », in Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, *Biographie nationale. Tome Trente-septième*, Bruxelles, Bruylant, 1971, pp. 39-55.

DUMONT, Georges-Henri, « DESTRÉE, Jules », in *Nouvelle Biographie nationale. Volume 5*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 1999, pp. 117-123.

GÉORIS, Michel, « DELSINNE, Léon », in *Nouvelle Biographie nationale. Volume 9*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2007, pp. 130-131.

GÉORIS, Michel, « PIERSON, [...] dit Marc-Antoine », in *Nouvelle Biographie nationale. Volume 9*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2007, pp. 290-291.

PIRLOT, Jules, « La Commune... de Paris à Liège », *Salut et Fraternité*, n° 113, avril-mai-juin 2021, disponible à l'adresse suivante : <https://www.calliege.be/salut-fraternite/113/la-commune-de-paris-a-liege/> (consulté le 27 juillet 2025).

POLASKY, Janet, « VANDERVELDE, Émile », in *Nouvelle Biographie nationale. Volume 1*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 1988, pp. 344-354.